

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Économiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : **Économie du développement**

L'INTITULE DU MEMOIRE

Le rôle des entreprises agro-alimentaires dans le développement local d'une région : Cas de COGB labelle dans la wilaya de Bejaia

Préparé par :

Mr. BEDHOUCHE Halim

Mr. MOUSSAOUI Nassim

Date de soutenance : 17/ 09 /2019

Jury :

Président : Mr. OUABBAS Fateh

Examineur : Mr. YESSAD Nassim

Rapporteur : Mr. DJENANE Sidali

Dirigé par :

Mr. DJENANE Sidali

Année universitaire : 2018/2019

Remerciement

Nous tenons à remercier en premier lieu notre Dieu de nous avoir donné le courage et la patience dans la réalisation de notre travail jusqu'à sa fin.

Nous tenons avant tout remercier particulièrement notre directeur de recherche **Mr. DJENANE Sidali** pour son entière disponibilité à notre égard, ses remarques pertinentes, ses conseils avisés, ses recommandations objectives et sa patience inébranlable.

Nous exprimons notre reconnaissance envers le personnel de CO.G.B la Belle d'avoir accepté de nous accueillir en stage dans leur équipe, pour l'intérêt qu'il a manifesté pour ce travail et les conseils qu'il nous a prodigué pour sa réalisation.

Nous manifestons beaucoup de gratitude pour ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A la mémoire : de mon frère **Karim** sans lequel je n'aurais pas le plaisir de partager cet événement, mais qui est et qui demeurera dans mon cœur et à jamais.

Je le dédie aussi à :

🚩 Mes chers parents

🚩 Mes frères et ma sœur

🚩 Tous mes amis

Sans oublier tous les enseignants qui ont contribué à ma formation, tous cycles confondus, je leur serai éternellement reconnaissant.

Halim.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A la mémoire : de ma **grand-mère sans** laquelle je n'aurais pas le plaisir de partager cet événement, mais qui est et qui demeurera dans mon cœur et à jamais.

Je le dédie aussi à :

✚ Mes chers parents

✚ Mon frère et mes sœurs

✚ Tous mes amis

Nassim.

Sommaire

Introduction générale.....	Erreur !
Signet non défini.	
Chapitre I : Notions théoriques sur le développement local	5
Introduction	5
Section 01 : développement local : émergence et diverses conceptions	5
Section 02 : développement économique à l'échelle locale (DEL)	20
Conclusion.....	28
Chapitre II : Les industries agro-alimentaires en Algérie (IAA).....	29
Introduction	30
Section 1 : le secteur agro-alimentaire(SAA) : Définitions, historique	30
Section 2 : l'apport du secteur des industries agro-alimentaires dans l'économie nationale..	37
Conclusion.....	55
Chapitre III : contribution de COGBLABELLE sur le développement local de La wilaya de Bejaia.....	56
Introduction	56
Section 01 : Présentation de l'entreprise d'accueil CO. GB-la belle	57
Section 02 : l'effet de CO.GB LABELLE dans le développement local de Bejaia.....	64
Conclusion.....	75
Conclusion générale.....	76

Liste des abréviations

- 1) **AA** : Agro-alimentaire
- 2) **BDS** : Business Développement Services
- 3) **BP** : Budget participatif
- 4) **CA** : chiffre d'affaire
- 5) **DL** : développement local
- 6) **DESL** : développement économique et social local.
- 7) **EAA** : Économie agro-alimentaire
- 8) **E.N.C.G** : Entreprise national des Corp. Gras
- 9) **ENA.JUS** : Entreprise des jus et conserves.
- 10) **ENA.SUCRE** : Entreprise national du sucre.
- 11) **FAO**: Food and Agriculture Organisation
- 12) **HACCP** : Hazard Analysis Critical Control Point
- 13) **IP** : initiative des personnes
- 14) **ISO** : International Organisation for Standardisation
- 15) **I.S.M.M.E.E** : industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électroniques et électriques
- 16) **IDH** : Indicateur de Développement Humain
- 17) **M** : importation
- 18) **NPA** : nomenclature algérienne des produits
- 19) **ONS** : office national des statistiques
- 20) **ONG**: organisations non gouvernementales
- 21) **ONU** : Organisation des Nations unies
- 22) **PME** : Petite moyenne entreprise
- 23) **PC** : Public-communautaire
- 24) **PL** : programme LEADER
- 25) **PT** : parti travailliste
- 26) **PIB** : Produit intérieur brut
- 27) **PACA** : participative des avantages comparatifs
- 28) **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le développement
- 29) **R&P** : réseau et partenariat
- 30) **SAA** : Système Agro-alimentaire
- 31) **S.I.A.N** : Société Industrielle Africaine du Nord.
- 32) **SDE** : Stratégies du développement économique
- 33) **SBT** : stratégie des bureaux du temps

Liste des abréviations

34) SO.GE.D.I.A : Société de gestion et de développement des industries

35) VA : valeur ajoutée

36) X : exportation

Liste des abréviations

Liste des figures

Figure N° 01:Le cercle vertueux du développement local

Figure N° 02:Cadre stratégique du développement local

Figure N° 03 : Répartitions des entreprises agro-alimentaires public et privé entre 2013/2015

Figure N° 04 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2010-2015)

Figure N° 04 : chiffre d'affaire des IAA entre 2010-2015 (hors hydrocarbures)

Figure N° 05 : La structure des IAA dans l'emploi entre 2010.2015

Figure N° 06 :l'importation des produits de base et transformé entre 2010-2014

Figure N°7 : création d'emploi au sen de CO.GB LABELLE ENTRE 2013-2018

Liste des tableaux

Tableau N°1: La part des entreprises agro-alimentaires privé-public entre 2013 et 2015 (hors hydrocarbures)

Tableau N°2 : Évolution de la valeur ajoutée dans le secteur agro-alimentaire en Algérie (2010- 2015)

Tableau N°3 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2010-2015)

Tableau N°4 : Évolution du chiffre d'affaire par secteur des IAA 2014/2015

Tableaux n° 05 : Évolution de l'emploi dans le secteur des IAA : 2010-2015

Tableau N°6 : Évolution des importations des produits alimentaires et boissons de base et transformés 2010/2014

Tableau N°7 : Évolution des importations par groupes de produits (2016 – 2017)

Tableau N°8 : Origine des importations algérienne d'équipement pour IAA (en 1000 EUR)

Tableau N°9 : Évolution des exportations de produits agro-alimentaires en 2014

Tableau N°10 : Tableau N°06 : Principaux produits hors hydrocarbure exportés (2016-2017). Valeurs en millions de Dollars US

Tableau N°11: Le recrutement au sein de CO.GB LABELLE entre 2013 et 2018

Tableau N°12 : Grandes entreprises industrielles (IAA), nombres et l'emploi d la wilaya de Bejaia

Tableau N°13 : L'origine de l'approvisionnement de CO.GB LABELLE

Tableau N°14 : Principaux marchés de CO.GB labelle

Tableau N°15 : Les aides de COGB LABELLE

Tableau N°16 : le chiffre d'affaires réalisé par COGB LABELLE (2015/2017)

Tableau N°17 : structures affectées à l'innovation

Tableau N°18 : La répartition de la valeur ajoutée CO.GB labelle

Tableau N°19: Propositions prioritaires pour avoir le développement local

Tableau N°20 : Les facteurs qui entravent l'installation des entreprises

Introduction générale

Introduction générale

Le développement local concerne plusieurs acteurs locaux ou extérieurs dont l'intérêt n'est pas toujours convergent, mais qui trouvent tous avantages à la réalisation du potentiel du territoire auquel ils s'identifient pour y résider et y développer leur activité. Après la crise de (1970-1980) causée principalement par le choc pétrolier d'octobre (1973), et la période qui a commencée à partir (1974) qu'est une période de récession. Le monde industrialisé assiste à la dégradation des principaux indicateurs économiques : inflation, chute des taux de croissance, chômage. À l'époque, peu d'économistes comprennent que ces indices annoncent l'entrée des pays industrialisés dans une crise économique qui durera plus de vingt ans. Ce sont des périodes phares du développement local. Il est porté par plusieurs organisations hétérogènes qui se retrouvent derrière cette bannière des agriculteurs, des mouvements régionalistes et leader de la coopération. Aujourd'hui parler de la qualité, semble une évidence que ce soit dans l'industrie agro-alimentaire, l'agriculture ou le service.

Le développement local part d'un principe simple, la mobilisation peut orienter la dynamique socio-économique. C'est un processus par lequel divers institutions et divers acteurs locaux se mobilisent et travaillent ensemble pour planifier et mettre en œuvre des stratégies du développement local au sein d'un territoire donné. C'est la mobilisation des acteurs locaux ou extérieurs pour la mise en valeur des potentialités d'un territoire en même temps que le résultat de cette activité. Ce qui le caractérise, c'est avant tout qu'il intéresse un espace moins grand que le territoire national. Cet espace peut englober plusieurs localités ou agglomérations.

Les moteurs du développement local sont l'investissement, la modernisation des équipements, l'acquisition de savoir-faire, les partenariats, l'innovation, la gestion de la sécurité sanitaire, la normalisation, la certification.

Les théories de localisation des entreprises sont généralement formulées en fonction d'un espace théorique abstrait dont les dimensions ne sont pas précisées. Une bonne théorie générale devrait s'appliquer à tous les espaces, petit et grand, cependant quelque soit la dimension de la firme et la nature de son activité, les décisions de localisation sont le résultat d'une confrontation entre la demande des entreprises et l'offre des facteurs de localisation des collectivités territoriales.

Toutefois, pour réussir des projets de développement local, il doit y exister une structure territoriale qui gouverne l'ensemble des acteurs, qui veille au respect de la mise en œuvre de tout projet de développement local et qui assure l'existence d'une communication et d'une

Introduction générale

concertation entre les acteurs aboutissant à des arrangements favorables pour l'ensemble du territoire.

Il faut savoir que le développement local est lié à la logique de l'entreprise, des territoires prennent leur essor tant que des entreprises y exercent et les entretiennent, et le contraire dès que ces dernières délocalisent et cessent de les nourrir. Notamment pour les entreprises d'industrie agroalimentaire qui jouent un rôle non négligeable au développement local au dépit des difficultés que ce secteur a connu depuis l'indépendance de l'Algérie.

L'économie agro-alimentaire analyse en effet l'ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentation dans une société donnée. Six secteurs sont ainsi concernés l'agriculture, les industries agricoles et alimentaires, la distribution agricole et alimentaire, la restauration, les industries et les services liés (qui fournissent à la chaîne alimentaire les consommations intermédiaires et les équipements nécessaires à son fonctionnement), le commerce international, ainsi que les unités socio-économiques de consommation.

En Algérie, les Industries Agro-alimentaires (IAA) ont connu leur essor dans les années 70 avec les programmes publics de développement visant à la création de sociétés nationales, notamment dans les filières céréales, lait, eaux et boissons. Ces filières restent les plus importantes mais sont suivies maintenant par celles du sucre, des corps gras, des conserves, des viandes, etc.

Depuis 15 ans, ces industries connaissent un développement remarquable et les perspectives de croissance sont encore plus importantes pour le futur, compte tenu de l'importance de la demande algérienne et des possibilités d'exportations dans certains secteurs. Un programme de développement des IAA, tels que :

- Renforcement des capacités du MIPMEPI (ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements) à travers l'amélioration d'un système de suivi-évaluation des projets agroalimentaires (stratégie industrielle, gestion des ressources humaines, formation à la qualité, à la traçabilité, à la labellisation et à la certification....)

- Accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle du CTIA, livraison de matériels de laboratoire, étude de faisabilité pour la création d'un centre technique dédié au conditionnement et à l'emballage.

- Renforcement des organisations professionnelles agroalimentaires en consolidant les capacités de gestion et de conseil et en appuyant la création d'une fédération des industries agroalimentaires.

Introduction générale

- Mise en œuvre d'actions communes entre les ministères de l'Agriculture et de l'Industrie par la création d'un cadre de concertation et de coordination, par l'appui à l'élaboration de textes réglementaires harmonisés avec ceux de l'UE, et l'aide à la mise en place d'un cadre de concertation entre organisations professionnelles agricoles et les représentants de l'industrie alimentaire.

La wilaya de Bejaia est située au nord-est du pays, sur le littoral méditerranéen. Elle est limitée par : La mer méditerranée au Nord, La wilaya de Jijel à L'Est, Les wilayas de Sétif et Bordj-Bou-Argeridj au Sud, Les wilayas de Tizi Ouzou et Bouira à l'ouest. Le Chef-lieu de wilaya est située à 220 km à l'est de la capitale, Alger. La wilaya s'étend sur une superficie de 3 223.5 km².

L'activité économique de la wilaya de Bejaia se répartit sur trois zones industrielles. La plus importante est celle de Bejaia avec une assiette de 122 has, la deuxième zone est celle d'El kseur qui s'étend sur une superficie de 42,84 has et troisième est celle implantée à Akbou sur une superficie de 38,08 has. A côté de ces zones industrielles s'ajoutent les zones d'activité qui existent dans 26 communes. La wilaya de Bejaia enregistre une forte dynamique de création d'entreprises, notamment dans le domaine agroalimentaire : les créneaux qui ont enregistrés la plus spectaculaire évolution restent ceux des boissons gazeuses et les jus, le lait, les pâtes mais aussi toute l'industrie de transformation : huile d'olive et tomate, particulièrement dans la région d'Akbou. Trois zones industrielles comptent parmi les plus actives en matière d'industries agroalimentaires : il s'agit de la zone de Bejaia, celle d'El Kseur et enfin celle d'Akbou. Il existe aussi plusieurs unités de transformation et un grand complexe de semoule et pâtes alimentaires, rattaché au groupe public ERIAD dans la zone de Sidi-Aich.

La wilaya de Bejaïa, fait partie du premier lot des PME de secteur agro-alimentaire, pour cela notre étude se penche essentiellement sur la participation de COGB LABELLE et son influence sur le développement local. Nous avons choisi la zone industrielle Bejaia particulièrement COGB (corps gras Bejaia) parce qu'elle possède un certain nombre de caractéristiques qui la rend intéressante à étudier, traduisant les facteurs clés de notre recherche. L'objectif de notre travail est d'essayer de déterminer la participation de COGB LABELLE dans développement local au niveau de la wilaya de Bejaia.

A cet effet, nous avons posé la question principale suivante :

Quel est l'apport de l'entreprise COGB labelle dans le développement local de la wilaya de Bejaia?

Introduction générale

La question centrale à laquelle nous tenons d'apporter des éléments de réponse découle d'autres interrogations secondaires à savoir. Afin de répondre de manière concrète et précise à cette problématique, il est nécessaire de répondre à certaines questions secondaires :

Q1. quel est le rôle des acteurs économiques dans le développement local ?

Q2. Quel est l'état des lieux des industries agro-alimentaires en Algérie ?

Q3. Quel est l'impact de CO.GB labelle dans la création de l'emploi ?

Q4. Comment COGB labelle contribue-t-elle à l'aménagement de territoire et la préservation l'environnement ?

Afin d'esquisser quelques éléments de réponses, notre travail s'appuiera sur les hypothèses suivantes, lesquelles nous tenterons de vérifier

H1 : COGB LABELLE contribue à la création de l'emploi au niveau de Bejaia

H2 : COGB LABELLE veille à la préservation de l'environnement

Pour mener à bien cette étude et répondre à la question principale et les questions secondaires évoquées précédemment, nous avons adopté la démarche suivante ;

a) Premièrement, la recherche bibliographique, la consultation des ouvrages, des revues, mémoires et des presses des travaux universitaires ainsi que les sites web ;

b) Deuxièmement, le déplacement sur le terrain à travers un stage pratique qui a duré un mois dans l'entreprise CO-GB. Labelle.

c) Une méthode de collecte de données faite par l'élaboration d'un guide d'entretien.

Pour mieux répondre à notre question principale et confirmer ou infirmer nos hypothèses, nous avons choisi un plan d'étude comportant trois (3) chapitres, dont le premier portera sur le développement local, Le deuxième chapitre, aura pour objet de présenter le maillon de secteur agro-alimentaire en Algérie et quelle place de ce secteur dans l'économie nationale. Dans le troisième chapitre nous allons présenter les principaux résultats de notre travail de recherche qui consiste l'apport de **GO.GB la belle** dans la perspective de développement local au niveau de la wilaya de Bejaia.

Introduction

Depuis plus de deux décennies, la référence au développement local tend à s'imposer dans les discours de politique économique. Présenté comme un mode de développement alternatif, il traduit la volonté d'augmenter l'efficacité des politiques publiques en les rapprochant des agents concernés, principalement les acteurs locaux. Cette pratique a trouvé un écho favorable dans les territoires, axant leurs stratégies de développement sur la mise en valeur de ressources locales et s'appuyant sur des démarches volontaristes et endogènes¹.

Le développement local, est un concept bien documenté et bien connu à travers le monde et ses actions impliquent l'amélioration du niveau, du cadre de vie d'une communauté donnée par la participation active, harmonieuse de tous les acteurs locaux d'un territoire donné pour identifier et réaliser les programmes qui correspondent à la mise en valeur des atouts de ce territoire.

Ce premier chapitre s'arrêtera, donc sur les fondamentaux du développement local en deux sections, dans la première section qui sera consacrée pour le développement local vise à présenter un aperçu général sur le concept du développement local. Et dans la deuxième section qui sera consacrée aussi à présenter les différentes stratégies qui font promouvoir l'approche participative d'un développement économique et social local réussi(DESJL).

Section 01 : développement local : émergence et diverses conceptions

Le développement local est né en milieu rural en France dans des zones en difficultés, au début des années soixante-dix. Il a été créé « d'en bas » par les acteurs locaux s'opposant ainsi à ce que l'on a appelé le développement descendant s'imposant de l'extérieur.

Dans cette section, nous allons exposer et analyser les différents courants, concepts et approches qui ont une relation avec le terme **développement local**.

1. La Genèse de développement local

La notion du développement local trouve ses racines dans les travaux fondateurs d'imminents économistes, **John Friedman** et **Walter Sthor**² en fondant ce qu'on appelle

¹ VALERIE Angeon et CALLOIS Jean-Marc Callois. Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité, p 19.

²FERGUENE Ameziane : «ensemble localisés de PME et dynamique territoriales : SPL et développement « par les bas » dans les pays du sud », colloque international sur « gouvernance local et développement territorial : le cas des pays méditerranéens », Constantine, les 26 et 27 avril 2003, Algérie, p.3.

communément « la théorie du développement endogène », et ce vers la fin des années 1950. C'est dans ce sillage que voit le jour le concept du développement local. En effet, ces derniers ont focalisé leurs recherches et investigations sur la démarche volontariste appliquée sur l'espace local, perçu comme un espace restreint. Ainsi, ils expliquaient le développement en s'appuyant sur les ressources locales, qui constituait à leur égard le facteur déclencheur de leurs analyses portant sur cette thématique.

Le développement local est « comme une réponse à plusieurs problèmes¹ » parmi ces problèmes les effets de la mondialisation et d'autre part à l'approche frontale de l'aménagement de territoire très centralisé, qui agit par rattrapage massif des retards économique des dynamique exogènes dont on sent poindre les limites.

Après avoir signalé et présenté un flash sur l'émergence du développement local, nous allons à présent décortiquer le concept lui-même. C'est dans le continu européen, au cours des années 1970, que le concept du développement local a administré réellement son apparition. Rappelons que le développement est un concept, introduit par **Karl Marx** dans l'expression : « développement des forces productives » puis il fut abandonné durant un siècle avant d'être réutiliser au lendemain de la seconde guerre mondiale pour mettre en valeur son contraire le sous-développement. Le concept de sous-développement va connaître une fortune considérable et donner lieu, durant une trentaine d'année à l'exubérante littérature² qui accompagna la douloureuse naissance du tiers monde. Puis, l'an 1980 est considérée comme étant l'année-charnière dans la vie du concept de développement ; c'est en effet à cette époque que le concept de sous-développement tombe en désuétude et se fait évincer par celui de développement local.

Avec le recul que d'aujourd'hui, il existe une forte relation entre sous-développement et développement local, le développement local apparaissant comme une sorte d'antidote au sous-développement. En effet, le terme « développement local » nous renvoie à deux notions bien distinctes, celle du « développement » inscrivant essentiellement dans la durée, et celle du « local » s'inscrivant principalement dans l'espace, qui est le territoire local où

¹ KHELLADI Mokhtar (2008), « le développement local : une réponse à plusieurs problèmes », contribution au colloque international « développement local et gouvernance des territoires », du 3 au 5 Novembre 2008, Jijel Algérie p.1.

² Nous citerons les travaux de nombreux auteurs dont Nurkse, Lewis, Amin, Frank, Furtado, Prebish, Rostow, Perroux.

s'administre et se situe la démarche du développement. Ainsi, le développement local est « une démarche collective, c'est un éveil de capacités de chacun et une expression de démocratie réelle»¹ qui s'inscrit sur un espace local où vivent et cohabitent plusieurs acteurs. C'est une démarche qui nécessite du temps afin d'éveiller et de mobiliser les capacités de chaque acteur et de connaître son opinion et son implication dans cette démarche. L'échec des stratégies du développement antérieur ont amené ce nouveau mode du développement : le développement local qui entre enfin dans la science économique « comme une réponse à plusieurs problèmes »².

2. Approche conceptuel

Il existe deux courants concernant **le fil conducteur de développement**; celui qui est tiré par le bas (à l'échelle territorial), qui est contraire à celui tiré par le haut (à l'échelle central de l'État). En réalité, depuis le 19^{ème} siècle, le modèle du développement qui régnait est un « développement par le haut », ne pouvait plus assurer la répartition équitable des richesses entre les différentes régions d'une même nation. Il y a deux approches du développement local

2.1. L'approche économique du concept de développement local

En économie, le concept de district industriel forgé par l'économiste britannique **Marshall** à la fin du 19^{ème} siècle peut être considéré comme une base théorique pour le développement local. En effet, ce concept qualifie la présence, au sein d'un territoire de petite taille, d'une gamme de petites et moyennes entreprises organisées autour d'un métier industriel, voire plusieurs métiers, dont le développement dépend des fortes relations (culturelles, sociales..) qu'elles entretiennent entre elles et avec les communautés locales³.

¹DENIEUIL Pierre-Noel: « introduction aux théories et à quelques pratiques du développement local et territorial : analyse et synthèses bibliographique en écho au séminaire de Tanger (25 et 27 novembre 1999) », document de travail N° 70, Bureau international de travail, Genève.

² KHELLADI Mokhtar: « le développement local : une réponse à plusieurs problèmes », op.cit .p 1

³GIACOMO Becattini (Le district marshallien : une notion socio-économique, in Georges Benko et Alain Lipietz Alain, Les régions qui gagnent, PUF, 1992, pp. 37 -39

2.2. L'approche géographique du concept de développement local

Selon les défenseurs de cette théorie, c'est la notion de **milieu innovateur** qui peut constituer une base théorique pour le développement local. Selon Aydalot, pionnier de l'économie territoriale, il existerait des milieux plus ou moins propices au développement, selon la nature des relations que les entreprises entretiennent avec leur territoire d'insertion. En d'autre terme, les entreprises développent des réseaux d'échanges et des coopérations par le biais de ce qui est matériel et immatériel propre à leur territoire¹.

3. Développement local cadre-conceptuel

Le concept de développement local est perplexe (notion vague et global. pour cela nous allons définir les notions se reliant, et mettre en exergue le concept clé lui-même. Afin de mieux cerner ce concept, nous nous concentrons sur l'ensemble de définitions et d'explications jugées indispensables pour la compréhension de ce phénomène.

3.1. Le concept de territoire

Le territoire est à la fois un espace - lieu (géographique) doté de ressources (matières premières, actifs productifs, main d'œuvre qualifiées et compétentes) d'un espace vécu et d'une histoire dans le temps. Le territoire est un lieu où se construit la ressource matérielle (richesse réelle, matière première, et infrastructure) et spécifique qui est difficilement transférable et imitable, ce qui donne une spécificité à un territoire et constitue un atout tels que les compétences, le savoir-faire et les qualifications².

Le territoire n'est pas un lieu où se passent seulement des transactions marchandes. C'est un lieu dans lequel il y a aussi des échanges, des confrontations, des négociations, des collaborations, des synergies, des externalités, et des projets collectifs partagés, bref des transactions hors marché³.

¹AYADALTO Philippe « Economie régionale et urbaine », Annales de géographie, vol 96, n°536,1987, pp.494-496.

²SAMSON Ivan, Territoire et système économique, Communication aux 4^{èmes} journées de la proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 Juin 2004.

³AIT ZIANE Kamel et AIT ZIANE Houria, Territoire et entrepreneur innovateurs : cas de l'Algérie, In colloque International sur « Création d'entreprises et territoires », Tamanrasset, 2006.

Pour certain comme **Guy Di Méo**, c'est un construit social, c'est-à-dire une « appropriation à la fois économique, idéologique et politique (donc social) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux même de leurs histoire¹ ».

Pour d'autre, comme **Claude Dupuy** et **AntjeBurmeister**, « l'émergence des territoires repose avant tout sur les interactions entre les acteurs, en particulier à travers la mise en œuvre de processus d'apprentissage collectif, l'économie de la proximité s'interroge donc sur les formes prises par la gouvernance territoriale² ». Il semble donc que le territoire est une surface d'échange entre les acteurs et c'est pourquoi, le territoire s'apparente à une organisation réticulaire dotée d'une identité collective dont les parties prenantes investissent des moyens dans une vision commune. Le territoire donc prend la forme d'un construit socioéconomique produit entre les acteurs locaux (économiques, techniques, sociaux, institutionnels) qui participent à résoudre un problème commun ou à réaliser un projet de développement collectif.

3.2. La notion de développement

François Perroux (1963) propose une définition qui reste toujours d'actualité. Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. Progressivement, d'autres aspects sont pris en compte dans l'évaluation du développement, notamment avec la mise au point par le PNUD d'un Indicateur de Développement Humain (IDH) qui intègre la santé, l'éducation et le niveau de vie. Mais la perspective reste la même : comparer des niveaux de développement d'un pays à un autre (ou d'une région à une autre) et donc poser a priori un but universel et un référentiel commun.

Même si la notion de développement fait fréquemment l'objet de critique (Rist, 2003), elle est toujours une référence incontournable. Elle sert de base aux réflexions alternatives. Une de ces premières alternatives est celle de Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Stockholm, en 1972, qui parla d' « éco-développement », dans le sens d'une utilisation prudente des ressources et d'une valorisation des savoirs du tiers-monde. Cette proposition qui a été reprise par Ignacy Sachs (1980), est devenue centrale dans les politiques

¹GUY Di Méo ?«Que voulons-nous dire quand nous parlons de l'espace ? », ED Belin, paris, 2000, p37, 48.

² Claude Dupuy et AntjeBurmeister« entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité », la documentation française, 2003, P9.

du programme des Nations Unies des années 1980, mais a ensuite été abandonnée sous la pression de certains pays du Nord car le « concept était incommode » et abordait frontalement les asymétries Nord-Sud (Andion, 2006). C'est finalement le concept de « développement durable », proposé par Bruntland (1987) et adopté en 1992 lors du Sommet Mondial de Rio, qui est devenu la nouvelle référence. Elle est moins idéologique et surtout moins contraignante¹.

Le développement donc est un concept, naguère introduit par Marx dans l'expression : « développent des forces productives » puis il fut abandonné durant un siècle avant d'être exhumé au lendemain de la seconde guerre mondiale pour mettre en valeur son contraire le sous-développement .le concept de sous-développement va connaître une fortune considérable et donner lieu, durant une trentaine à l'exubérante littérature qui accompagna la douloureuse naissance di tiers-monde².

3.3. La notion de concept « local »

On assiste à une problématisation croissante du concept « local ». D'une simple dimension géographique, le débat sur le local renvoie souvent aux questions de l'identité, du lien social et de l'articulation entre les différents échelons de l'organisation sociale.

Le concept du « local » s'est imposé dans notre lexique sans le moindre examen, constate Alain Bourdin³. Toutefois, on assiste à une problématisation croissante de ce concept. D'une simple dimension géographique, le débat sur le local renvoie souvent aux questions de l'identité, du lien social et de l'articulation entre les différents échelons de l'organisation sociale.

Elle repose sur la notion de territoire, et les polémiques sur l'échelle de pertinence d'un territoire sont riches, car elles ont plusieurs entrées⁴:

- le découpage administratif, parfois arbitraire et sans correspondance avec la géographie humaine

¹<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00371589v2>. Consulter le 23 05 2019

² KHELLADI mokhtar, « le développement local », office de publication de l'université. Op.cit. 12/2012 ; p.30

³BOURDIN Alain, La question locale, Coll. La politique éclatée, PUF, Paris, 2000 ,pp. 76-80.

⁴ GREFFE .Xavier (1984), « territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation » dans AMGHAR .M (2009), « Essai d'analyse de la contribution de la dynamique entrepreneuriale au développement du territoire : cas de Bordj Bou Arreridj » Mémoire de magistère en sciences de gestion université de Bejaia, p48

- l'appartenance identitaire, qui peut entrer en conflit avec "l'espace vécu"
- le champ d'action, autour d'une coalition d'acteurs du développement
- le système ouvert, qui porte à dire que "l'action ne s'exerce pas sur le territoire, elle le crée".

4. Définitions du concept développement local (DL)

En Europe, les auteurs parlent surtout de développement local qui se produit à l'échelle territoriale, c'est-à-dire, le milieu est considéré comme facteur de développement. Tandis qu'aux États Unis et la Canada, les écrits parlent beaucoup plus du développement communautaire, fondée sur les relations sociales et la forte participation des acteurs locaux.

Il y a plusieurs auteurs qui définissent le concept du développement local :

Selon **Vachon, 1993** : « le développement local implique, entre autres, d'axes les efforts sur l'individu. La personne est au centre du développement, il s'agit de renforcer les capital humain¹ ».

Selon **Carvalhe, 1997** : « l'expérience montre qu'il existe une étroite interrelation entre la croissance économique du pays, l'existence d'un cadre démocratique et les conditions de développements des régions les plus pauvres des pays²».

Selon **Bernard Pecqueur (1991)** définit le développement comme « une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes, pour valoriser les ressources dont ils disposent³», Pecqueur met l'accent sur l'efficacité et le rôle des relations non marchandes entre la population d'un même territoire à créer une sorte de mobilisation et de sensibilisation, pour la valorisation les richesses dont ils disposent.

Selon **GREFFE Xavier** ; dans son ouvrage intitulé : « Territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation » souligne que : « le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation de ses ressources et de ses énergies. Il sera le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses

¹ BERNARD Vachon, Le développement local ; théorie et pratique, Gaétan Morin, Québec, 1993, 331p.

²Ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, Développement local : concepts, stratégies et Benchmarking, 1ère contribution de MIPMPEPI au débat sur la promotion du développement local en Algérie, septembre 2011, p.8

³PECQUEUR Bernad., « le développement local : mode ou modèle », Paris, Ed. Syros Alternative, 1991.

composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active ¹».

D'après **Worms**, « le développement local est une réponse à la situation de crise. Cette dernière, est caractérisée par les problèmes d'emplois et d'identité. Le développement local avant d'être une démarche prise en charge par les institutions, mouvement constitue une sorte de réaction spontanée d'un tissu social. Il est à la fois un mouvement de retour à un territoire et un mouvement d'ouverture sur le monde de l'avenir »². Le développement local est considéré comme un développement à la base, et un mouvement utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités comme moteur du développement économique.

Le développement local est un processus grâce auquel la communauté participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses résidents. Cette démarche nécessite une intégration harmonieuse des composantes économique, sociale, culturelle, politique et environnementale. La composante économique devient souvent une priorité vue l'importance pour chacun d'être en mesure de gagner sa vie et de subvenir de manière satisfaisante à ses besoins et ceux de ses proches. Cette approche est avant tout un phénomène humain où les projets et l'action, plus que les institutions et les politiques, mobilisent l'ensemble des intervenants de la communauté de chacun des arrondissements.

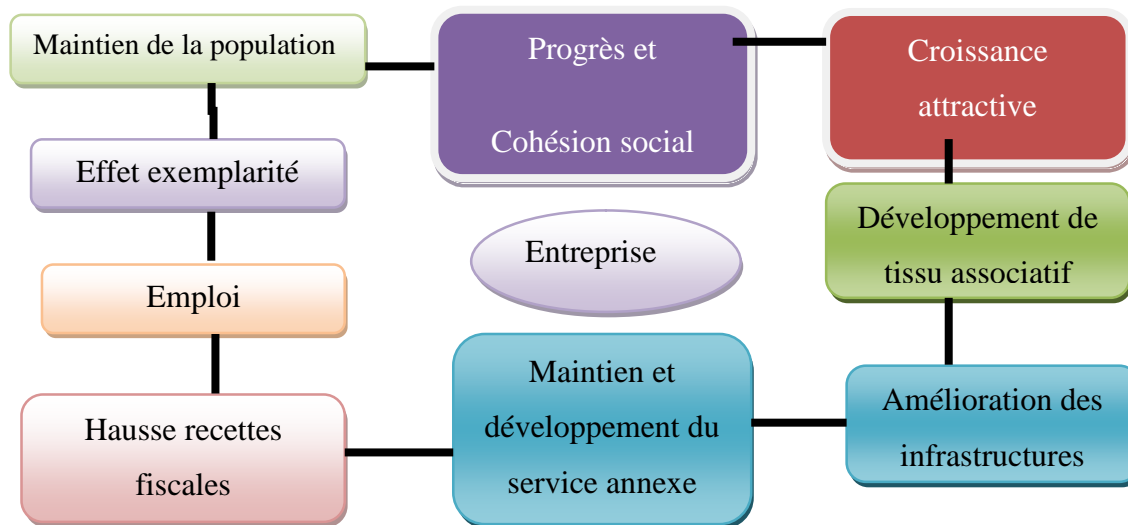
Selon ces auteures nous avons retenu que le développement local est une notion vague et globale, mais surtout porteuse d'avenir pour le territoire, tel que nous l'avons constaté à travers ces différentes définitions, le concept de développement local recouvre des expériences diverses, chacune mettant l'accent sur un élément déterminé.

¹GREFFE Xavier, « Territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation », édition,

ECONOMICA, Paris, 1984 op.cit, P 146

²WORMS, la démocratisation et la territorialisation de la fonction entrepreneuriale, in revue correspondance multiple, N°276, Mars 198

Figure N° 01: Le cercle vertueux du développement local



Source : Ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'Investissement Développement local .

5. Les principaux objectifs du développement local.

Le DL se veut une approche globale aux problèmes de développement d'un territoire. Toutefois, malgré des objectifs généralistes, la plupart des initiatives locales se spécialisent dans un champ d'intervention et choisissent de travailler auprès d'une population cible bien définie. Les objectifs de ce concept peuvent être résumés comme suit:

la mobilisation de toutes les potentialités dont dispose un territoire donné pour dynamiser les activités productives et améliorer le niveau de vie des citoyens de ce même territoire afin que chacun dans la communauté travailler et donc gagner un revenu pour pouvoir profiter des avantages de la communauté (création d'emplois et répartition de la richesse), il vise aussi à améliorer leur milieu de vie pour qu'elles puissent s'épanouir dans une communauté qui leur offre plusieurs occasions sociales et culturelles ;

Ensuite il s'agit de l'élaboration et le fonctionnement des projets de DL qui créent une synergie entre les potentialités de ce territoire à savoir les ressources agricoles, industrielles, culturelles et écologique, ses ressources humaines (dynamisme et qualification, esprit d'entreprise et richesse culturelles des populations locales), et entre son insertion dans les orientations de l'aménagement du territoire (infrastructure de communication, grandes orientations économiques¹);

¹BRUNET Bernard, Jacqueline Mangin dans le guide de Développement local, Harmattan, Paris, 1999, P 02.

Le DL a pour objectif d'opérer une répartition rationnelle et intelligente des rôles sur le plans territorial entre les acteurs publics (gouvernement, collectivités locales, etc.), et les acteurs privés (secteur privé, les organismes professionnels...etc.) en vue de lutter contre les déséquilibres socio-spatiaux hérités et harmoniser spatialement les actions du développement dans le cadre d'un véritable plans d'aménagement du territoire.

6. Les conditions de développement local

Pour la réussite d'un projet de développement local il doit avoir les conditions suivantes :

6.1. La participation d'une communauté locale

Toute décision de développement local est conditionnée par la participation et l'implication active de la population .Donc, il est d'abord important de définir cette communauté, ses intérêts et les services recherchés. La mobilisation des communautés implique un processus permanent d'animation du milieu qui permet aux citoyens d'exprimer leurs besoins et de les informer et les former dans les rôles qu'ils peuvent avoir dans la participation au développement local. Plus celle-ci est élevée, plus les chances de réussite sont élevées.

6.2. Le partenariat

Pour la réussite de création de réseaux d'échange il est indispensable la participation de deux secteurs (secteur privé et public) ils doivent choisissent de travailler ensemble afin de développer une participation intersectorielle et des interventions transversales.

6.3. La création d'un environnement favorable à l'action

Pour un climat favorable a l'action communautaire. Il est exigé aux autorités locales de mettre à la disposition des autres acteurs publics des conditions permettent de provoquer un climat favorable. Un climat favorable c'est l'identification, fixation des objectif et d'établir des plans d'actions afin d'orienté les efforts des secteurs dans la même sens.

7. Les outils du développement local

Plusieurs outils sont nécessaires pour atteindre le développement local, à savoir :

7.1. L'aménagement du territoire : C'est la définition des grandes orientations qui mène l'élaboration des programmes d'action territoriale qui sont destiné à prendre en charge les problématiques enregistré.

7.2. La politique de décentralisation : Cette politique est destinée par la décontraction des structures de l'Etat.

7.3. La gouvernance locale : C'est l'interaction entre les acteurs d'une communauté locale (le secteur public, le secteur privé et la société civile) dirigé vers la détermination d'un projet global commun.

7.4. La participation citoyenne : Qui s'exprime au sein des structures locales.

7.5. Le financement : Le financement des actions de développement local peut être assuré par le regroupement des différentes ressources de l'Etat (fiscalité nationale, fiscalité locale) les aides

8. Les acteurs du développement local.

Parmi les économistes, sociologues, juristes et politologues ayant écrit sur le thème du développement local, se convergent sur la pluralité d'acteurs et la diversité d'intervenants. En effet, « *le développement local implique que soient associés à la détermination des projets tous ce qui participent à la vie économique et sociale*¹ »

Tous ceux qui peuvent participer dans une activité économique et sociale constituent donc des acteurs du développement local, mais il ne nous précise pas d'avantage soit leur nombre, ni leur catégorie. Cependant, certains économistes insistent qu'il existait trois catégories qui mènent le projet du développement local, à savoir : les acteurs institutionnels, la communauté et les acteurs économiques².

8.1. Les acteurs institutionnels

Les acteurs institutionnels regroupent l'Etat et ses structures déconcentrés, les collectivités locales et leurs services techniques, ainsi que les organismes publics et semi publics, jouant le rôle de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de partenaire ou d'intervenant dans le développement local. En précisant une des orientations du développement local, estime que les pouvoirs publics locaux auraient une tâche essentielle qui est celle de mettre une sorte de feuille de route dans tout projet du développement local. « *Un*

¹GREFFE. Xavier (1984). Op.cit. p.153

²AGAB Akli décentralisation et développement local en Algérie : cas de la wilaya de Bejaïa. Mémoire Magister En sciences économiques février 2015 .p 1

autre thème du développement local réside dans la fonction d'animation économique et sociale que doivent exercer les pouvoirs publics locaux. Leurs responsabilités dans ce processus est grande car se sont souvent eux qui auront à cristalliser les projets, et à définir les moyens ou les relais financiers nécessaires¹». Enfin, l'architecture des acteurs institutionnels, en faisant référence notamment au cas algérien, est constituée de trois échelons que nous citerons à titre illustratif.

8.2. Les acteurs économiques

A travers les petites et moyennes entreprises, guidées par une logique de maximisation des profits, les acteurs économiques qui sont les entrepreneurs, organisent la production des biens ou des services, investissent et innovent au niveau local, participant ainsi à l'amélioration du bien-être de la population locale, en lui offrant des emplois générateurs de revenus et des biens et services dont elle a besoin. En plus de ces entrepreneurs, **les banques et les bailleurs de fonds jouent un rôle important** dans le financement des investissements et la réalisation des projets du développement local. En effet, la **PME** quant à elle est sans conteste l'acteur-phare dans tout projet du développement local, car elle tient une place importante dans tout projet du développement local².

8.3. La communauté : un acteur vague

La communauté est à la fois l'objet et le sujet de tout projet de développement local elle est constitué de l'ensemble des occupants vivants, agissant, partageant des valeurs et des responsabilités et subissant les handicaps d'un territoire donnée. *« End'autres termes, la communauté est constituée de personnes agissant individuellement ou en groupe structurés et organisés dans des associations et des organisations non gouvernementales pour défendre au mieux les intérêts de leurs territoire en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens, donc le bien être social, dans un cadre du développement durable »³*. La communauté peut s'organiser et se structurer, donnant naissance à d'autres formes telles que les associations, comités, les syndicats, les ONG.

¹Idem

²AGAB Akli ; Op.cit.p.17

³Idem

Figure N° 02: Cadre stratégique du développement local



Source : Ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement. op.cit, p.13

La réussite de tel processus dépend exclusivement de la symbiose entre les deux composants, et entre autres, appréhender des relations qui doivent remplir les conditions suivantes :¹

- a) **Réagir ensemble pour l'ensemble :** c'est-à-dire de canaliser tous les efforts pour satisfaire toute la population locale ;
- b) **Dessiner un destin commun :** c'est-à-dire utilisé des biens commun pour l'intérêt collectif ;
- c) **privilégier l'innovation des individus :** utilisé le savoir, le savoir-faire et l'expérience des acteurs locaux et/ou les expériences qui ont du succès des autres localités ;
- d) **encadrer l'effort individuel pour réussir l'action collectif :** c'est-à-dire bien partagé les taches conduits à une exécution réussite de la stratégie ;
- e) **Favoriser l'approche participative pour responsabiliser tous les acteurs :** c'est-à-dire faire entendre les élus locaux et les citoyens dans l'élaboration des plans d'actions, rendent ces derniers plus crédible.

¹GERARD Logié, L'intercommunalité au service du projet de territoire, La découverte et Syros,2000, p286.

9. Les modes de développement local¹

On peut distinguer trois types de processus de développement local qui mettent en relation l'ensemble des acteurs sur un territoire, chacun combinant de manière particulière les différentes dimensions de la proximité.

9.1. Le processus d'agglomération

Se fonde sur la concentration des activités économiques. Cette concentration des activités économiques résulte d'économies externes aux entreprises liées à des économies d'échelle dans le partage de certaines ressources. Il s'agit ici principalement d'externalités pécuniaires provoqué par la concentration des activités et des personnes.

La particularité du processus d'agglomération est qu'il produit des effets externes qui ne répondent pas à une logique industrielle forte ou qui ne dépendent pas d'un mode de coordination spécifique entre les différents agents. Les avantages naissent de la proximité géographique sont liés à la diversité des acteurs et sont généralement analysés comme des économies d'urbanisation. Le processus d'agglomération peut se développer, se stabiliser ou même décliner en fonction de l'importance des bénéfices engendrés par la concentration en regard des inconvénients présents sur le territoire considéré.

9.2. Le processus de spécialisation

Se fonde sur une structure organisationnelle forte du tissu économique dominée par une activité industrielle ou un produit. Le terme de spécialisation possède deux significations. D'une part, le processus par lequel le tissu économique se structure est fondé sur une logique industrielle. D'autre part, la particularité du tissu est établie en favorisant l'émergence, l'agglomération d'activités qui sont liées soit par leur type d'activité, soit par le produit qu'elles fabriquent. Dans ce processus, ce sont les externalités technologiques liées à la proximité qui permettent une agglomération et une cohérence de ces activités, plus que les externalités pécuniaires.

¹HOUARI Nissa. La gouvernance locale dans la commune de Bejaia, Mémoire de Master, université AbdrrahmaneMira, Bejaia, 2017, p.32.

9.3 Le processus de spécification

se distingue des deux précédents par la capacité qu'il offre au territoire de se doter d'un mode de coordination entre les acteurs qui démultiplie les potentiels de combinaison de ressources complémentaires liées à leur proximité organisationnelle par le moyen d'une proximité institutionnelle particulièrement forte. Il s'agit, donc ici, d'une capacité créatrice du tissu qui, en combinant ses ressources et ses actifs, dispose de moyens de mettre en œuvre des stratégies qui inclinent les trajectoires héritées du passé.

Ces trois processus peuvent être attribués aux territoires en fonction de leur dynamique territoriale est amorcée par le passage d'un mode à un autre selon l'histoire de chaque territoire. Ce qui rend le rôle du temps important dans la sélection d'un mode de développement pour le territoire, en une période donnée. Ce qui veut dire qu'il n'existe pas un mode meilleur que d'autre, mais des passages d'un mode à l'autre, dessinant une trajectoire de développement pour un territoire qui se construit et probablement se détruit.

Selon les ressources utilisées, le type de proximité présent et la diversité des acteurs engagés par leur coordination, cette construction territoriale peut prendre trois circuits différents, à savoir :

a) **De l'agglomération à la spécialisation** : Ce passage d'une économie d'agglomération variée à une spécialisation se fait en attirant des activités similaires ou complémentaires en termes de fonction de marché ou de produit.

b) **De la spécialisation à la spécification** : Ce passage de la spécialisation à la spécification peut se produire par la diversification maîtrisée des activités. Il garantit le redéploiement des ressources et élimine le risque de dépendre d'une activité dominante.

c) **De l'agglomération à la spécification** : Ces deux modes de développement se caractérisent par la diversification d'activités. Néanmoins, il est important de signaler une différence majeure entre les deux. La densité institutionnelle qui figure dans le mode de spécification permet d'exploiter les complémentarités qui existent entre les différentes activités. C'est cette proximité institutionnelle qui garantit la valorisation des activités, le redéploiement des ressources spécifiques et la flexibilité des choix individuels.

Section 02 : Développement économique à l'échelle locale (DEL)**1. Stratégies du développement économique à l'échelle locale (SDE)**

La stratégie de Développement Economique Local (DEL) a pour objectif de stimuler l'économie locale et régionale, pour renforcer la compétitivité et la capacité d'emploi des entreprises sur place. Pour cela, les activités du DEL créent des opportunités d'échange d'expériences entre la communauté des entrepreneurs et leurs associations professionnelles d'un côté, et l'administration et les structures d'appui locales de l'autre côté. Des contraintes du développement de l'économie locale sont identifiées et discutées afin de trouver des solutions en commun accord.

Le but des stratégies de Développement Economique Local (DEL) se résume dans les solutions qui peuvent être apportées, pour faire face à différentes contraintes, qui caractérisent un territoire, et qui figent le développement des entreprises, et par conséquent le développement local. Il est possible de regrouper les contraintes de l'économie locale au sein des thèmes suivants¹:

1.1. Environnement réglementaire local

- procédures administratives lourdes et lentes ;
- méconnaissance des dispositions sur la fiscalité locale ;
- coût élevé de la fiscalité ;
- Information insuffisante sur les marchés publics communaux ;
- accès difficile au foncier et insécurité foncière pour les entreprises ;
- mobilité urbaine déficiente.

1.2. Fourniture de services aux entreprises

- Absence d'informations économiques sur les entreprises existantes et les créneaux porteurs ;
- Inadéquation de la formation des jeunes par rapport à l'emploi ;
- Absence d'opportunités liées aux marchés publics communaux pour les PME locales ;

¹.JORG Meier-Stamer, L'hexagone du développement économique local (DEL), Duisburg, Allemagne , hexagone- del.doc, Jörg Meyer-Stamer, jms@mesopartner.com(document pdf).

- Structures d'appui déficientes (en matière d'encadrement, d'information et de financement) ;
- Absence de guichet unique pour la formalisation des micros entreprises,
- Absence de politique marketing ;
- Déficit d'infrastructures économiques et d'accès à la technologie pour les entreprises locales.

2. Les approches de développement économique local

Nous allons essayer d'exposer les différentes stratégies en se focalisant sur celles qui ont porté leurs fruits dans le terrain.

2.1. Approche participative de services d'appui aux entreprises Business Développement Services(BDS).

Cette approche est une méthode participative consistant en une analyse de situation et de problèmes, en une élaboration d'un plan d'action et en la mise en œuvre des services pour venir à bout des différentes contraintes de l'entreprise. Les entrepreneurs sont assistés par des facilitateurs d'appui appartenant aux organisations partenaires, en collaboration avec les prestataires publics et privés de BDS, pour les aider à identifier les principaux obstacles et à suggérer leurs propres solutions¹.

Chaque facilitateur identifie quinze entreprises pour une période d'appui de six mois. Au cours du premier mois, il discute des problèmes et des solutions possibles (identification des problèmes et besoins), au cours des cinq mois suivants, sur la base d'un plan d'actions, il aide l'entreprise à résoudre ses difficultés majeures. Au cycle semestriel suivant, quinze autres entreprises sont ciblées en vue d'un soutien. Le nombre de facilitateurs et d'entreprises soutenues dépend du nombre et de la capacité des organisations partenaires impliquées.

La principale tâche du facilitateur n'est pas de résoudre lui-même les contraintes au développement de l'entreprise, mais plutôt de la mettre en relation avec les principaux prestataires de services professionnels compétents tels les centres de formation, les spécialistes en marketing, les organisateurs de foires commerciales, les chambres de

¹.BRIKA Said approche participative et développement local . <https://www.researchgate.consulter> le 14.04.2019

commerce. Initier de petites activités de soutien telles que la création et le suivi d'un journal de caisse, peut être faite par le facilitateur lui-même, mais des questions importantes telles que comptabilité professionnelle ou élaboration d'un plan d'affaires ne seront résolues qu'avec la collaboration de prestataires de service professionnels publics et privés.

Parmi les avantages de cette stratégie on trouve :

- ✓ Les cycles de BDS sont réellement axés sur la demande, car basés sur une évaluation de besoins participative en collaboration avec les entrepreneurs ;
- ✓ Lorsque des problèmes communs aux entreprises sont identifiés, un soutien de groupe et un travail en réseau sont possibles ;
- ✓ Des services de développement d'entreprises (BDS) peuvent être mis en œuvre sur une courte période de six mois: une semaine pour la formation des facilitateurs, un mois pour l'identification des problèmes et besoins des entrepreneurs sélectionnés et ensuite le suivi de la période de cinq mois de mise en œuvre ;
- ✓ Les facilitateurs doivent relier les entreprises aux prestataires professionnels de services afin de résoudre rapidement les problèmes importants. Cette liaison constitue la tâche majeure des facilitateurs, même s'ils peuvent résoudre des problèmes mineurs :
- ✓ Au terme des six mois, un cycle complet peut être documenté et évalué et le prochain cycle commence ;
- ✓ Tous les facilitateurs sont payés par les organisations partenaires (pérennité).

2.2. Approche en réseau et partenariat (R&P)

L'action sociale se résume dans la possibilité de prévenir les exclusions et d'en réduire les effets. Ainsi, au lieu de prendre en compte la difficulté de la personne en premier lieu, le professionnel aura une approche situationnelle en examinant le territoire, l'environnement et la situation de la personne ou de l'entreprise. Par territoire, nous pouvons entendre plusieurs choses : délimitations et frontières, espace vécu, espace d'intervention déterminant, contexte, espace légiféré, espace de déclinaison des politiques sociales, espace de solidarité, de proximité et de développement local, lieu d'élaboration et de mise en œuvre de projet.

L'action sociale peut être conjuguée en deux types d'organisation :

- a) **Le réseau** ; est caractérisé par une horizontalité des relations sociales. Les acteurs partagent des éléments et ont des objectifs en commun. Selon **Dubéhot** le réseau est : «Un

ensemble de relations entre personnes ou services sans que l'un d'entre eux n'occupe une place centrale¹ ».

b) **Le partenariat** : est défini comme une «méthode d'action coopérative fondée sur un engagement libre, mutuel et contractuel d'acteurs différents mais égaux, qui constituent un acteur collectif dans la perspective d'un changement des modalités de l'action et élaborent à cette fin un cadre d'action adapté au projet qui les rassemble, pour agir ensemble à partir de ce cadre²».

Trois types de partenariats locaux peuvent être existés :

- Un partenariat crée à *l'initiative des personnes(IP)*: participation le plus souvent militante, généralement ancrée dans une identité très forte, tissant peu à peu les bases d'une citoyenneté renouvelée ;
- Un partenariat crée à *l'initiative d'entreprises(IE)* ou plus généralement groupes d'organismes professionnels qui revendiquent une place privilégiée dans les décisions économiques ;
- Un partenariat *public-communautaire(PC)* contre la marginalisation sociale, ce type de partenariat s'établit entre des associations à caractère communautaire, des institutions de pouvoir local, des institutions gouvernementales, et dans certain cas, des entreprises.

3. Le programme LEADER (PL)

Il s'agit d'un programme européen qui vise à faire des territoires ruraux des pôles équilibrés d'activité et de vie. Apparu dans les années 1970-1980 et institutionnalisé à partir des années 1980- 1990, il est en ce moment à sa cinquième génération. Ce programme permet de soutenir des actions innovantes s'inscrivant dans cette stratégie et sert de laboratoire d'expérimentation pour l'ensemble des territoires ruraux. Une approche novatrice qui constitue pour le projet de territoire une réelle valeur ajoutée grâce au soutien d'actions pilotes et innovantes (en terme de méthode, de contenu) afin de tirer le meilleur parti de leurs atouts³.

¹DUBECHOT Patrice et Marie Rolland, (DC 4 Implication dans les dynamiques partenariales institutionnelles ou interinstitutionnelles, Editions Vuibert, 2008, p409.

²DHUME Fabrice, Du travail social au travail ensemble ; Le partenariat dans le champ des politiques sociales, Ed. ASH, 2001, p206.

³www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Pubb. , consulté le 17/05/2019.

Il est à noter que les projets sont cofinancés par le programme LEADER. Ainsi les crédits LEADER ne pourront être débloqués que si une contrepartie de fonds publics (subventions d'état, du conseil régional, du conseil général, des intercommunalités, des communes...) a été trouvée.

Parmi les caractéristiques de cette stratégie¹:

- Une approche multi partenariale et ascendante fondée sur une large participation d'acteurs publics et privés qui définissent ensemble la stratégie du territoire. Afin de renforcer cette orientation, le Comité de programmation de chaque GAL (instance décisionnelle du GAL) est composé d'au minimum 50% de socioprofessionnels (entreprises, associations, syndicats, chambres consulaires, conseil de développement);
- Une approche intégrée qui associe autour d'un même projet l'ensemble des acteurs et des secteurs qui participent au développement rural ;
- La coopération entre territoires reste une valeur fondamentale de ce programme en privilégiant la coopération transnationale des territoires. Ce volet permet à plusieurs territoires organisés (GAL, Pays, Parcs naturels régionaux) de travailler ensemble sur un projet ;
- La diffusion des bonnes pratiques et des expériences des GAL à travers leur mise en réseau à l'échelle régionale, nationale et européenne.

4. La démarche du Budget participatif (BP)

En 1996, Porto Alegre reçoit une prime de l'ONU pour sa pratique de gouvernance locale : le budget participatif. Cet acte est le début du développement de l'expérience de Porto Alegre comme référence internationale en matière de démocratie participative².

Certains auteurs mettent l'accent sur la dimension innovante du dispositif. Dans une autre perspective, d'autres considèrent que les résultats du budget participatif dépendent de la configuration existant entre la société civile et la société politique et le projet politique présent au sein de chacune d'entre elles.

¹AISSAOUI Nasreddine et BRIKA Said« Approche Participative et Développement Local; Quelques Expériences sur les Zones Défavorisées et les Zones Enclavées » pp 1 -18

²OSMANY Porto De Olivera., Le transfert d'un modèle de démocratie participative, Les éditions de l'HEAL,2010, pp.61-89

Le budget participatif de Porto Alegre a pu être une source de reconfiguration sociale au début de l'expérience. Le budget participatif n'était pas le même qu'il y a dix ans, en premier lieu, le changement d'administration a été un défi pour le dispositif participatif. Loin d'être un dispositif neutre, le budget participatif porte le projet politique du parti travailliste (PT). Le parti se sert du succès de l'expérience afin d'asseoir sa légitimité au niveau national et international. Quoi qu'il en soit, le budget participatif a été largement soutenu par l'ONU, la Banque mondiale, et dans une certaine mesure, par l'Union européenne.

Le budget participatif (BP) de Porto Alegre est un instrument de gouvernement local qui implique la participation de plusieurs acteurs sociaux : les habitants, les représentants d'associations, les fonctionnaires municipaux et les élus. Le développement du BP est cyclique, Chaque cycle dure un an, au cours duquel il est divisé en dix étapes. Des réunions locales (départements) et micro-locales (quartiers) constituent les trois premières étapes.

La population est invitée à réfléchir, élaborer et délibérer sur les projets à présenter à la mairie. C'est également durant ces étapes qu'elle élit les représentants des départements et choisit les thématiques. Dans le modèle de Porto Alegre, deux types de demandes existent, celles qui concernent chaque département et celles qui portent sur des thématiques préétablies. La dimension thématique du budget participatif voit le jour avec la gestion de Genro (durant la gestion de Dutra seule la dimension régionale était présente), les habitants réfléchissent ensemble sur des thématiques différentes.

La population est invitée à réfléchir, élaborer et délibérer sur les projets à présenter à la mairie. C'est également durant ces étapes qu'elle élit les représentants des départements et choisit les thématiques. Dans le modèle de Porto Alegre, deux types de demandes existent, celles qui concernent chaque département et celles qui portent sur des thématiques préétablies. La dimension thématique du budget participatif voit le jour avec la gestion de Genro (durant la gestion de Dutra seule la dimension régionale était présente), les habitants réfléchissent ensemble sur des thématiques différentes.

5. La stratégie des bureaux du temps (SBT)

Les premiers Bureaux des Temps sont le résultat des premières expériences menées en Italie dans les années 1990, pays précurseur des politiques temporelles. Le thème des temps de la ville, a trouvé une expression politique et législative à différents échelons territoriaux

dès la fin des années 80¹. C'est à la suite de ces initiatives italiennes que se sont développées des politiques temporelles dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne, en Espagne et en France. Ainsi, pour faire face à l'évolution des temps sociaux et répondre à la difficile problématique de la conciliation/articulation de la vie professionnelle et de la vie personnelle, certaines villes ont lancé des bureaux des temps.

Les Bureaux des Temps sont conçus comme des moyens privilégiés de diffusion des problématiques temporelles au sein des collectivités. Bien des villes n'en possèdent pas mais ont entrepris des chartes de vie nocturne, ou une révision des horaires d'ouverture de certains services. Toutefois, leur rôle de diffuseur de « bonnes pratiques », de mise en réseau d'expériences dispersées, d'appui aux initiatives locales, de médiateur entre acteurs aux intérêts antagonistes, laisse supposer que ces structures ont contribué à affirmer l'intérêt d'intégrer la problématique de la multiplicité des temps sociaux dans les politiques urbaines. Compte tenu des transformations qui affectent les rythmes urbains traditionnels, il semble désormais fondamental de considérer davantage la pluralité des temporalités sociales qui rythment les espaces urbains en impliquant l'ensemble des métiers liés à l'urbanisme, qu'ils soient ceux de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, de la recherche ou de l'enseignement.

Des collectivités locales s'intéressent à l'organisation du temps – horaires d'ouverture et accessibilité des services – et à la coordination des systèmes d'horaires sur leur territoire – transports, loisirs, travail, etc. – dans un objectif d'amélioration de la qualité de vie. Cette organisation n'est pas la même dans une ville administrative, étudiante, industrielle ou touristique. Par exemple, à Poitiers en France, une semaine avant la rentrée scolaire, en fin de journée, tous les acteurs du scolaire et du périscolaire sont réunis dans les mairies de quartier afin que les parents puissent réaliser toutes les inscriptions en une seule démarche.

6. Evaluation participative des avantages comparatifs (PACA)

Le PACA est un ensemble d'outils pour arriver à un diagnostic des avantages concurrentiels et des inconvénients d'une localité, et avec des propositions concrètes et pratiques pour stimuler l'économie locale ou régionale. Cette stratégie commence avec un

¹AISSAOU, N. BRIKA . op.cit. p.1-18

atelier de lancement avec les parties prenantes locales, suivie par une série d'entretiens avec les acteurs locaux (entreprises, associations professionnelles, des institutions d'appui, le gouvernement local, et autres), et des mini-ateliers avec des groupes d'acteurs locaux. Selon la taille et la diversité de la localité, cela prend entre une et deux semaines.

Le diagnostic et les propositions sont élaborés et présentés immédiatement après. La présentation comprend une discussion animée avec les acteurs locaux. Après le diagnostic initial, les consultants externes sont prêts à mener un atelier de planification avec les acteurs locaux. Les acteurs locaux prennent la responsabilité de la mise en œuvre des activités convenues. Les consultants externes sont prêts à offrir, sur une échelle limitée, soutien ultérieur.

Le PACA repose sur des concepts tels que¹:

- Compétitivité systémique ;
- Concept de l'avantage concurrentiel de Michael Porter ;
- Développement cluster ;
- Différents concepts de développement économique local ;
- Concepts de l'acteur-réseau orientée.

La réussite d'une initiative de promotion de l'économie locale dépend en même temps de la motivation d'un certain nombre de personnes à poursuivre des projets, ainsi que de la volonté et de l'aptitude d'un grand nombre de personnes, à partager et à formuler une vision qui sert de ligne directrice aux projets. Certains projets ne pourront fonctionner que grâce à la coopération de plusieurs personnes. Il ne servirait à rien de proposer des projets qui ne semblent pas plausibles aux acteurs locaux ; et il en va de même des projets qui prévoient la coopération d'acteurs qui ne peuvent s'imaginer pouvoir travailler ensemble.

¹Ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, op.cit, p.22

Conclusion

Le développement local est pluridisciplinaire. Il nécessite pour sa réalisation un ensemble de moyens, de conditions et de relations. Il nécessite une stratégie bien définie. Son résultat a un impact direct sur la qualité de vie des citoyens du territoire administré et sa réussite repose sur l'intervention efficace et maximale de tous les acteurs locaux d'un territoire donné, reste un échec vu la dépendance des collectivités locales à l'Etat qui gère tout plan économique et social sans laisser les acteurs et opérateurs locaux agir et réfléchir indépendamment.

Chapitre II : Les industries agro-alimentaires en Algérie (IAA)**Introduction**

Le secteur agroalimentaire est l'un des secteurs moteurs de l'économie algérienne. En effet, il contribue à hauteur d'un tiers du PIB industriel et 12 % du PIB national pour une production de plus de 241 milliards dinars et dégage 15% de valeur ajoutée¹. Une économie industrielle performante a été l'option sur laquelle ont été fondés tous les espoirs de l'Etat algérien. D'une économie agricole héritée du colonialisme à une économie qui se veut industrielle. La branche des industries agro-alimentaires occupe une place stratégique au sein de l'économie compte tenu de son objectif principal qui vise la satisfaction des besoins essentiels de la population.

L'Algérie fait partie des pays du bassin méditerranéen dont le climat est le plus favorable à la culture de l'olivier. Elle se positionne après l'Espagne, l'Italie, la Grèce et la Tunisie qui sont, par ordre d'importance, les plus gros producteurs au monde d'huile d'olive. L'Algérie détient un important potentiel de production dans le domaine des industries agro-alimentaire. Les moteurs des secteurs agricoles et agroalimentaires sont les filières céréalières et laitière, les conserveries, l'huile, les eaux minérales et le raffinage du sucre.

Dans ce chapitre, nous allons présenter le secteur de l'industrie agroalimentaire. à travers l'étude empirique, en mettant en lumière les fondamentaux relatifs au secteur agro-alimentaire et en suit voir comment les industries agroalimentaires contribuent à l'économie nationale. Nous avons également présenté la structure des importations et des exportations des produits agroalimentaires en Algérie afin de dégager le poids de ce secteur industrie agroalimentaires dans le commerce extérieur.

¹AIROUCHE Sabrina et BOUZIDI Souheyla. « Analyse du secteur agro-alimentaire et son impact sur la croissance économique », Mémoire d'un master, Université Abderrahmane. Mira, Bejaia, 2015.

Section 1 : le secteur agro-alimentaire(SAA)

Dans cette première section nous allons présenter l'historique du secteur agroalimentaire, par la suite on va introduire certaines définitions et concepts de base pour mieux apprécier ce travail.

1. Historique

A l'époque médiévale, l'agriculture, l'élevage et la pêche ont constitué les bases de l'alimentation humaine. Cette période était caractérisée par une absence des échanges commerciaux entre les différents pays et l'industrie était quasi inexistante¹.

Jusqu'au XIX^{ème} siècle, les aliments étaient conservés dans les unités de consommation (foyer) et préparés au sein de ces unités. Néanmoins, et avec la révolution industrielle, la proportion des ouvriers et/ou de profession intellectuelles augmente considérablement aux dépens de la population rurale. Un autre changement a touché plus particulièrement la structure familiale : la femme travaille elle aussi à l'extérieur, ce qui a induit une augmentation de l'industrie des produits de longue conservation.

Au XIX^{ème} siècle, dans ce contexte général de l'industrialisation occidentale, se forme l'industrie agroalimentaire. Les fonctions de conservation et de préparation des aliments vont sortir du cadre domestique et artisanal pour s'inscrire dans les structures industrielles et capitalistes.

Avec la mondialisation de l'économie et l'universalisation des échanges commerciaux, une spécialisation très poussée du travail a contribué au développement des industries agroalimentaires. L'agriculture est devenue le principal fournisseur de l'industrie agroalimentaire.

2. Concepts relatifs au secteur agro-alimentaire**2.1. L'industrie agroalimentaire (IA)**

Le terme agroalimentaire comprend toutes les industries de transformation de produits issus de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en biens alimentaires et produits destinés essentiellement à la consommation alimentaire.

¹ HADJI Hassiba, « Analyse économétrique de la consommation des produits agroalimentaires : Cas des ménages de la ville de Bejaia », Mémoire de magister, Université Abderrahmane. Mira. Bejaia, P.28.

Les matières premières utilisées sont des produits d'origine animale ou végétale qui subissent des transformations plus ou moins complexes avant d'être mises sur le marché¹. Sous le terme industrie agroalimentaire, nous pouvons donc rassembler 151 industrie des viandes, l'industrie du poisson, l'industrie des fruits et légumes, l'industrie des corps gras (huiles, margarines...), l'industrie laitière (fromages, yaourt, beurre...), l'industrie de travail du grain et des produits amylacés (malt, farine, boulangerie...), la fabrication d'aliments pour animaux, l'industrie des boissons (alcoolisées ou non-alcoolisées) et les autres industries alimentaires (chocolaterie, confiserie, épices...).

On distingue alors Huit grandes familles composent ce secteur :

- La fabrication de conserves, surgelés, plats cuisinés
- La fabrication de produits à base de céréales : pain, pâtisserie industrielle, pâtes, etc.
- La fabrication de produits alimentaires divers : chocolats, confiserie, herbes aromatiques, aliments diététiques ou pour bébés, etc.
- La fabrication d'huiles, de corps gras et margarines.
- L'industrie sucrière,
- L'industrie de la viande : abattage du bétail, charcuterie, etc.
- La fabrication de boissons et d'alcools : vins, jus de fruit, etc.
- L'industrie laitière : fabrication du lait, des yaourts, des fromages, etc.

2.2. Économie agro-alimentaire (EAA)

L'économie agroalimentaire analyse l'ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentation dans une société donnée, ainsi que les niveaux et modalités de la consommation. Six "secteurs" sont ainsi concernés: l'agriculture, les industries et la distribution agricoles et alimentaires, la restauration, les industries et services liés, le commerce international ainsi que les unités socio-économiques de consommation. "Initiation à l'économie agroalimentaire" est ainsi nommée car il se situe au niveau du 2eme cycle de l'enseignement Universitaire et Agronomique. Mais un tel manuel voudrait intéresser outre les étudiants, les agronomes, les économistes, les ingénieurs et cadres dont les activités concernent une ou plusieurs composantes de la chaîne alimentaire et, plus généralement, tous les "honnêtes hommes" préoccupés par le grand combat de l'homme contre la faim. Cet

¹<https://www.etudier.com/dissertations/Secteur-Agroalimentaire/109652.html>

ouvrage est l'œuvre collective de chercheurs et enseignants du Nord et du Sud, portant témoignage de la volonté de construire en commun une formation accessible à tous¹.

2.3. L'agro-industrie (AA)

L'agro-industrie représente l'ensemble d'industries ayant un lien direct avec l'agriculture. Cela comprend donc l'ensemble des systèmes de productions agricoles et s'étend à toutes les entreprises qui fournissent des biens à l'agriculture (engrais, pesticides, machines), ainsi qu'à celles qui transforment les produits agricoles et les conditionnent en produits commercialisables. En ce sens, le secteur agro-industriel ne se limite pas aux seuls produits alimentaires, qui est le domaine exclusif du secteur agroalimentaire, mais englobe aussi tous les secteurs parallèles de valorisation des agro ressources : papiers, bioénergies, biomatériaux, cuirs, textiles, huiles essentielles, cosmétiques, tabac, etc.

On peut classer les agro-industries en deux catégories :

Les industries d'amont : qui procèdent à la première transformation des produits agricoles. Ce sont par exemple les rizeries et les minoteries, les tanneries, les usines d'égrenage du coton, les huileries, les scieries et les conserveries de poisson.

Les industries d'aval : qui transforment les produits intermédiaires ainsi pour obtenir un produit fini: pain, biscuits et pâtes alimentaires, fils et tissus, vêtements et chaussures papier et articles en caoutchouc².

2.4. Le système agro-alimentaire(SAA)

Il existe un certain nombre de définitions du système agroalimentaire. Un système agroalimentaire peut être défini comme un ensemble d'activités qui se complètent et qui ont pour but de produire et de distribuer des produits agroalimentaires et, par conséquent, répondent aux besoins nutritionnels d'une société particulière.

« Le système agro-alimentaire (SAA) est l'ensemble des agents en interaction dynamique participant à la production et au transfert des produits alimentaires en vue d'assurer l'alimentation d'une population donnée »³. L'objectif du SAA est de rendre les aliments plus conformes aux désirs des consommateurs et plus accessibles en matière de prix.

¹MALSISSSE Louis - a l'économie agro-alimentaire Ouvrage collectif coordinateurs. juin 1992, p 11.

² Les industries AA et développement économique .[http:// www.fao.org/document /fr](http://www.fao.org/document/fr).

³Initiation a l'économie agro-alimentaireop.cit, p.103

Un système agroalimentaire est considéré comme tel lorsque les conditions suivantes peuvent s'appliquer¹:

- Il possède un ensemble de composantes (fourniture de facteurs de production, composantes agricoles, commerciales, agro-industrielles, distribution et consommation).

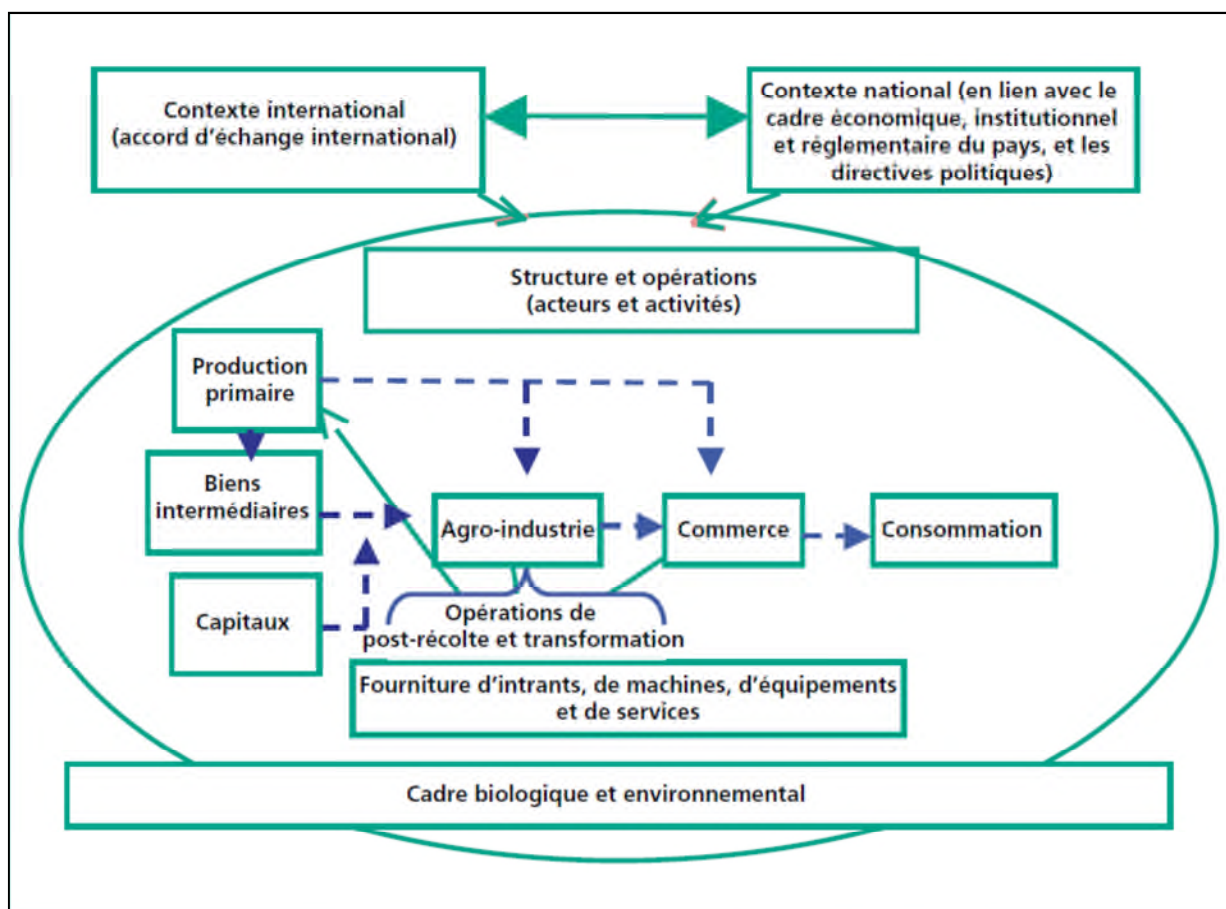
- Il existe une interrelation entre ses composantes et son environnement (services de soutien technique et financier, services de production, outils politiques et leur impact sur l'environnement).

- Il existe un objectif commun (fournir des produits qui répondent aux besoins des différents consommateurs, en prenant en considération les facteurs économiques, sociaux et environnementaux).

- Quand des changements se produisent pour l'une des composantes (prix, approvisionnement, qualité, réglementation, etc.) leur impact se fait sentir sur chacune des autres composantes.

¹<http://www.fao.org/3/i1936f/i1936f01/>. Consulter le 02/06/2019

Figure N° 03 : Diagramme du système agro-alimentaire



Source : Formation en gestion d'entreprises associatives rurales en agroalimentaire : FAO-2010.

3. Filières agroalimentaires

Les filières peuvent être considérées comme des composantes du système agroalimentaire. Elles peuvent être appréhendées comme une réalité économique et sociale impliquant un ensemble d'activités et d'acteurs qui interagissent et travaillent ensemble pour satisfaire une demande sur des marchés spécifiques¹.

Une filière agroalimentaire regroupe plusieurs maillons, dont: la production, la récolte et les activités post-récolte, la commercialisation, le transport, le stockage, les activités de conservation et de transformation, et enfin la distribution et la consommation.

¹ FAO-2010

3.1. Les acteurs de la filière agroalimentaire

Les types d'acteurs impliqués dans chacun des différents maillons de la filière varient largement. Ceci tend à transparaître dans le type de relation qu'ils établissent entre eux et le type de chaînes qu'ils créent.

a. Le maillon primaire de la filière inclut des producteurs de petite, moyenne et grande taille qui se différencient en termes de niveau d'éducation, de technologie utilisée, de productivité et de niveau d'organisation, plutôt que simplement en termes de taille de l'exploitation. Les producteurs ont un accès réduit aux facteurs de production, comme la terre, le capital, l'éducation ou la technologie, sont souvent en relation avec les opérateurs économiques du secteur informel. À leur tour, les commerçants du secteur informel s'associent avec des détaillants ou des transformateurs du même secteur.

b. Le maillon «commercialisation intermédiaire» regroupe d'un côté les fournisseurs de services pour le transport et le stockage, les intermédiaires de l'industrie et de la grande distribution, en relation avec le marché national.

De l'autre côté, on trouve les exportateurs et les prestataires de services logistiques, liés aux marchés internationaux. Tous ces acteurs présentent des différences, en termes de capital économique, de technologies utilisées, de qualité et de sécurité de services. Ces différences sont généralement liées au statut plus ou moins informel de ces acteurs.

c. Le maillon «transformation» de la chaîne est très diversifié, non seulement en termes de classification entre les grandes, moyennes, petites et micro entreprises, mais aussi en termes de localisation, de niveau de participation des producteurs et des populations rurales et de degré de transformation effectué sur un même produit. La distribution regroupe les grossistes, les importateurs et les exportateurs, ainsi qu'un nombre croissant de supermarchés et d'hypermarchés, en concurrence avec un nombre infini de points de vente au détail, de petite et moyenne tailles.

d. Le maillon «consommation» de la chaîne comprend différents types de consommateurs ayant différents niveaux de revenus et de pouvoir d'achat. La différenciation des produits est devenue très importante et les marchés de niche sont apparus, tels que:

- ✓ les produits biologiques;
- ✓ les produits à faible teneur en calories ou matières grasses;
- ✓ les produits pour les sportifs;

- ✓ les produits pour différents âges;
- ✓ les produits traditionnels et de terroir.

La demande peut également être segmentée selon: la taille de la famille, le temps disponible pour faire les courses, le temps de préparation et de consommation des aliments, l'âge, la résidence, ou le niveau d'éducation.

D'autres acteurs sont impliqués dans une filière agroalimentaire, notamment: les producteurs et les fournisseurs de produits et services de base agricoles tels que, entre autres, les semences, engrais, herbicides, pesticides, services d'insémination artificielle, vaccins et médicaments;

- les fournisseurs de machines pour l'agriculture, la pêche et l'industrie (vente ou location);
- les producteurs et les fournisseurs d'intrants et d'ingrédients pour la transformation (emballages, arômes, colorants et autres éléments nécessaires à la transformation);
- les fournisseurs de services d'appui technique (formation, assistance technique, recherche, information) et de services financiers;
- enfin, on trouve des acteurs indirects, généralement représentés par des institutions publiques nationales ou décentralisées, comme les Ministères de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de la santé, des organes décentralisés chargés de la santé, de la sécurité et des aspects fiscaux et des organes législatifs, tels que les décideurs publics.

3.2 Classification des filières agroalimentaires

Différents critères peuvent être utilisés pour la classification des filières agroalimentaires, en fonction de l'objectif poursuivi. En voici quelques-uns:

3.2.1. Classification en fonction de la localisation géographique

Les filières peuvent être locales, régionales, nationales ou internationales/ mondiales. Dans la plupart des cas, les filières régionales – également considérées comme des maillons – sont reliées à des filières nationales ou internationales, normalement par l'intermédiaire de la fabrication ou de la distribution finale, ce qui permet de répondre aux besoins des marchés nationaux ou internationaux.

3.2.2. Classification en fonction de la taille

Il existe des filières entrepreneuriales qui mettent en relation des petits producteurs avec de grandes entreprises. Elles sont développées et structurées autour d'un acheteur de grande taille comme une agro-industrie, une chaîne de supermarchés ou un exportateur.

3.2.3. Classification en fonction du mode d'organisation

On distingue les filières spontanées, qui se sont mises en place sans aucune influence extérieure, des filières induites, créées grâce à l'intervention d'organisations non gouvernementales (ONG), d'agences gouvernementales ou de programmes de coopération au développement ou autres programmes similaires.

3.2.4. Classification en fonction des types de produits

On trouve les filières spécialisées (le produit final a des caractéristiques spécifiques répondant aux exigences de segments* ou de marchés de niche*, pour lesquels la différenciation est un facteur clé de compétitivité) et les filières génériques (le produit final n'est pas différencié; le volume et le prix sont les principaux facteurs de compétitivité).

Section 2 : l'apport du secteur des industries agro-alimentaires dans l'économie nationale

Dans ce qui suit, nous présenterons l'évolution de l'IAA en Algérie en se basant sur les IAA publiques et privés en Algérie ainsi que son évolution dans le secteur industriel.

Les IAA contribuent largement à la formation du produit intérieur brut par la valeur ajoutée qu'elles dégagent. Les IAA contribuent aussi à l'absorption du chômage par l'emploi qu'elles créent. Pendant que les besoins alimentaires augmentent, la couverture de la demande par l'offre locale demeure très insuffisante.

En effet, l'Algérie ne produit que 30% de ses besoins alimentaires. Elle connaît une dépendance vis-à-vis de l'étranger pour satisfaire la demande en céréales, les viandes, le lait, le sucre et les huiles Il s'agit ici d'évaluer à partir de certains indicateurs la place occupée par les IAA dans l'économie nationale, que ce soit en termes de la production industrielle, la valeur ajoutée ou l'emploi productif¹.

¹ MEHADI Salem ; « Impact de la volatilité des prix internationaux de produits agricoles sur les industries agroalimentaires en Algérie », Université 20 août 1955 de SKIKDA Membre d'un projet de recherche à l'université A.MIRA de BEJAIA

1. Présentation du secteur des industries agro-alimentaire

les IAA ont une grande importance parce qu'elles visent à assurer la sécurité alimentaire du pays, mais aussi parce que l'agriculture et les IAA emploient près de 23% de la population active et contribuent pour 12% au PIB de l'Algérie (dont 2% pour les IAA). Les IAA représentent au moins 17 000 entreprises et génèrent plus de 120 000 emplois mais le secteur exporte très peu, malgré le potentiel pour certains produits. Pour y arriver, l'industrie doit continuer à se développer, à se moderniser et à améliorer ses standards¹.

On dénombre plusieurs milliers d'entreprises alimentaires, de tailles très différentes et qui opèrent dans des secteurs très divers. Plusieurs filières comptent des centaines de producteurs mais, d'une façon générale, l'essentiel de la production est assuré par quelques grosses entreprises et quelques dizaines d'entreprises de taille moyenne. C'est le cas dans les boissons où l'on compte près de 700 entreprises, avec seulement une trentaine d'entreprises importantes, dont quelques leaders (Castel, Fruital, ABC Pepsi, HamoudBoualem, IFRI,...) qui assurent l'essentiel de la production.

La situation est analogue dans le secteur de la transformation des céréales avec quelques moulins publics (Eriad), des dizaines de moulins privés et quelques gros producteurs, dont certains sont devenus des groupes alimentaires (SIM, Benamor, Amour, Metidji, Harbour, Sopi, Moula, La Belle, Sosemie,...). Dans le secteur laitier, on compte les 15 entreprises du groupe public GIPLAIT et plus de 100 entreprises privées de taille très variable. Certains secteurs, comme celui des yaourts sont totalement dominés par quelques industries : Soummam (40%), Danone (25%), Hodna, Trefle,... La situation est analogue dans le secteur des fromages fondus, marché sur lequel Bel domine largement devant quelques entreprises algériennes² (Algérie crème, Fitalait, Priplait,...).

1.1. L'industrie agroalimentaire: 17.000 entreprises et 120.000 salariés en Algérie

L'industrie agroalimentaire totalise 17.000 entreprises privées et publiques en Algérie. Plus de 50 % de la production intérieure brute est assurée par ce secteur d'activité en marge des assises nationales sur les industries agroalimentaires. "L'industrie agroalimentaire est la

¹Agroligne 2015. Le marché des industries agroalimentaire en Algérie réalisée par UBIFRANCE bureau d'Alger.

²https://www.agroligne.com/IMG/pdf/agroligne_web_97.pdf. consulter le 17/03/2019

plus importante du pays. Plus de 50 % de la production intérieure brute est assurée par ce secteur d'activité. Cette industrie emploie plus de 120.000 salariés. Cela représente 45 % des salariés du secteur industriel", a-t-il annoncé.

L'agroalimentaire est à la croisée de plusieurs secteurs qui ont des dynamiques complexes. "Nous devons renforcer la relation entre l'agriculture et l'industrie. Les industriels ont recours systématiquement à l'importation. Or la matière première existe au niveau national. Mais, souvent cette matière n'est pas produite selon les spécifications industrielles requises", a-t-il souligné. La valeur des importations annuelles de produits agroalimentaires avoisine les 8 milliards de dollars. "Alors que nous arrivons au mieux à exporter 120 millions de dollars par an de produits agroalimentaires. Nous voulons au moins multiplier par dix ce volume d'exportation dans les dix prochaines années¹".

1.2. Industrie agroalimentaire en Algérie : 162 PME sur 5.000 sont exportatrices

Considérée un des plus importants segments de l'industrie algérienne, la branche des industries agro-alimentaires (IAA) ne compte que 5.000 entreprises dont seulement 162 exportatrices. "En dépit des potentialités existantes et des efforts de l'Etat pour lancer l'industrie agroalimentaire, l'Algérie ne compte que 5.000 entreprises activant dans cette branche dont 162 exportatrices". Les entreprises spécialisées dans le secteur agroalimentaire sont essentiellement de type familial, ne maîtrisent pas le processus d'exportation et ignorent les exigences réglementaires. "Seules cinq entreprises exportent régulièrement²", a-t-il souligné, faisant remarquer que les produits exportés hors hydrocarbures sont en majorité des produits de terroir comme l'huile d'olive et les dattes ainsi que le sucre raffiné. La branche des industries agroalimentaires, qui emploie plus de 140.000 travailleurs, soit 40% de la population active industrielle exerçant dans plus de 17.100 entreprises, représente 50 à 55% du Produit intérieur brut (PIB) industriel et 40 à 45% de la valeur ajoutée. Le secteur recèle un potentiel d'exportation pouvant dépasser les deux milliards de dollars/an, selon le ministère de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement.

¹BACHA Mohamed, directeur général de l'intelligence économique et de la prospective au ministère de l'Industrie et de promotion des investissements, https://www.reflexiondz.net/INDUSTRIE-AGROALIMENTAIRE-17-000-entreprises-et-120-000-salaries-en-Algerie_a5015.html

²ARIS Ali, consultant du programme de renforcement des capacités commerciales des pays arabes (EnAct) à l'occasion d'un forum régional sur les opportunités commerciales dans le secteur agroalimentaire. Service Publié dans Algérie Presse Service le 19 - 11 - 2012

2. Les Principales filières des IAA en Algérie

Les principales branches agroalimentaires en Algérie sont l'industrie céréalière, l'industrie laitière, l'industrie sucrière et l'industrie des huiles et matières grasses.

2.1. La filière céréalière

Ces dernières décennies, L'Algérie est parmi les plus grands pays consommateurs des céréales au monde. Selon les Douanes algériennes(2016), la consommation des céréales est évaluée en moyenne à plus de 220kg par an et par habitant (9 millions t par an, toutes céréales confondues). Cette demande n'est couverte en moyenne qu'à 30 % par la production locale, elle-même très dépendante des conditions climatique. En 2015, les importations algériennes de céréales est de 2636,87 millions de dollars¹.

2.2. La filière des huiles et matières grasses

La filière des huiles et matières grasses ont connues un essor très important depuis les années 1990 est dominé en grande partie par le secteur privé. Cevital est un des principaux acteurs dans le domaine du raffinage des huiles et dans la production d'huile et de margarine. Dans le secteur des huiles de graines, les principaux producteurs sont Cevital, la Belle, Safia et Afia. Les huiles de graines représentent une production 700 000 t contre 50 000 t pour l'huile d'olive.

2.3. La filière lait et dérivés

Les produits laitiers sont considérés comme une alimentation essentielle des populations. L'Algérie importe 260 000 à 300 000 t de poudre de lait par an pour une valeur de 800 à 900millions d'euros. En termes de valeur, l'Algérie a importé pour une valeur de 1170,37 millions de dollars US en 2015, contre une valeur de 985,11 millions de dollars US l'année 2016², soit une baisse de 15,83% .Afin d'encourager la production nationale et de limiter les importations, le ministère de l'Agriculture et du développement rural a mis en place un programme pour augmenter le nombre de vaches laitières et élargir les superficies réservées à la production du fourrage. Ce qui s'est traduit par une hausse de la production nationale de lait qui est passée de 1,2 milliards litres en 2000 à 3,5 milliards de litres en 2014.

¹ONS 2016

²DOUANES ALGERIENNES, 2016

Mais cette production demeure encore insuffisante puisque les besoins de la consommation nationale de lait sont estimés à 5 milliards de litres par an, des ménages et des unités de fabrications soit un déficit de 1,5 milliard de litres. Par ailleurs, plus de 900 millions de litres de lait cru ayant servi à la production de lait pasteurisé ont été collectés en 2014 contre 100 millions de litres en 2000. La production laitière en Algérie ne permet pas l'autosuffisance pour satisfaire les besoins de population. Ceci a rendu nécessaire l'importation de poudre de lait.

2.4. La filière du sucre

Les Algériens consomment en moyenne 30 kg par habitant et par an de sucre, compte tenu de l'absence de culture de canne à sucre et de betterave sucrière, la totalité du sucre brut (essentiellement du sucre de canne) est importée. Avec des importations qui ont dépassé les 1.8 millions t en 2013¹, l'Algérie figure parmi les pays les plus grands importateurs mondiaux de sucre. Au fil des années, l'Algérie s'est mise à importer de moins en moins de sucre raffiné et de plus en plus de sucre roux. Le Brésil, grand exportateur de sucre roux, qui fournit désormais 80% des besoins de l'Algérie, a su profiter pleinement du développement de l'industrie sucrière algérienne. Une partie appréciable du sucre roux raffiné en Algérie est réexportée (0.5 millions t en 2013), ce qui veut dire que la consommation intérieure se situe environ à 1.2 voire 1.3 millions t (dont 15% sont destinés vers l'industrie).

3. Les industries agro-alimentaires dans le marché algérien

L'économie agro-alimentaire met en avant deux disciplines scientifiques : les sciences économiques et les sciences agronomiques. Plusieurs définitions ont lui été attribuées, dont celle de MALASSIS pour qui l'économie agro-alimentaire est « l'analyse de l'ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentaire dans une société donnée² ».

3.1. Les industries agro-alimentaires public et privées en Algérie

L'ONS définit l'entreprise industrielle comme étant celle qui réalise au moins 25% de son chiffre d'affaires dans la vente des produits fabriqués par elle-même en référence à la

¹ ONS 2014

² MALASSIS .Louis et GHERSI.Gheresi : « initiation à l'économie agroalimentaire », édition : Hatier, 1992, op.cit., p 11.

nomenclature des activités et des produits (NPA) en vigueur depuis 1990¹. Or, sur les 22754 entreprises recensées en 1991 par la nomenclature officielle, tous secteurs juridiques et toutes tailles confondus, 7618 entreprises, soit 33% du total, apparemment à l'industrie agro-alimentaire. Cette part est considérable. Mais elle tombe à 12.7% si l'on exclut les entreprises privées de moins de 20 salariés qui représentent en nombre plus de 94% des entreprises industrielles. C'est là une première caractéristique structurelle des IAA, celle de leur atomisation beaucoup plus accentuée que pour les autres secteurs d'activité industrielle.

A cet effet nous présenterons un tableau qui montre la part des entreprises agro-alimentaires hors hydrocarbures :

Tableau N°1: La part des entreprises agro-alimentaires privé-public entre 2013 et 2015 (hors hydrocarbures)

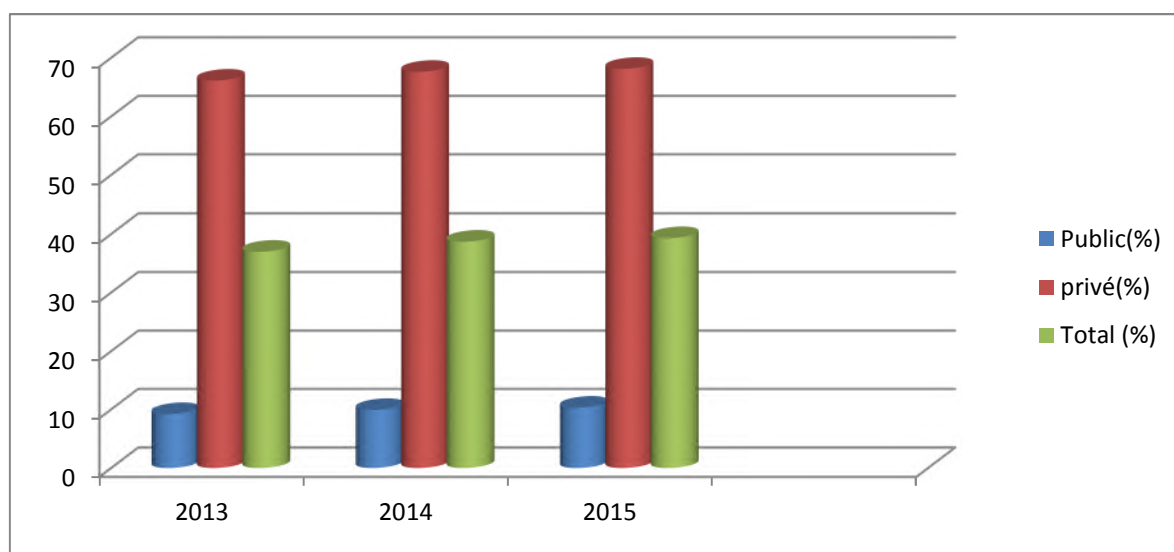
Intitulés/ Agrégation	2013			2014			2015		
	Public (%)	Privé (%)	Total (%)	Public (%)	Privé (%)	Total (%)	Public (%)	Privé (%)	Total (%)
Agro alimentaire	9.2	66.1	37.0	9.9	67.6	38.7	10.3	68.1	39.3

Source : Office Nationale des Statistiques (ONS), 2015

D'après le tableau nous remarquons la dominance du secteur privé avec un taux de 68.1 % et ce chiffre en mouvement de progression au cours des années. Le secteur privé industriel a réussi progressivement mais sûrement à se structurer et à se développer à l'ombre du secteur public, pratiquant des stratégies défensives très flexibles ne ratant jamais des opportunités pour valoriser son capital et de le reproduire de façon élargie.

¹Boukella Mourad. Les industries agro-alimentaires en Algérie : politiques, structures et performances depuis l'indépendance. In : Boukella M. (ed.). Les industries agro-alimentaires en Algérie : politiques, structures et performances depuis l'indépendance. Montpellier : CIHEAM, 1996. p.1 -67 (Cahiers Options Méditerranéennes; p. 19).

Figure N° 03 : Répartitions des entreprises agro-alimentaires public et privé entre 2013/2015



Source : élaboré par nos soins à partir des données du tableau N°1

3.2. La part des IAA dans la valeur ajoutée (VA)

Le tableau suivant nous montre la part de la valeur ajoutée créée par les entreprises des industries agro-alimentaires en Algérie entre la période entre 2010 et 2015.

Tableau N°2 : Evolution de la valeur ajoutée dans le secteur agro-alimentaire en Algérie (2010-2015)

Intitulés/Ag régation	2010		2011		2012		2013		2014		2015	
	Public (%)	Privé (%)	Public (%)	Privé (%)	Public (%)	Privé (%)	Public (%)	Privé (%)	Public (%)	Privé (%)	Public (%)	Privé (%)
Agro- alimentaire	14.0	86.0	13.8	86.2	12.7	87.3	12.7	87.3	12.9	87.1	13.1	86.9

Source : ONS 2013-2016

De la lecture des données du tableau n° 02, nous remarquons la prédominance du secteur privé sur le secteur public où celui-ci avoisine les 87% de la création de la valeur ajoutée. De plus, nous remarquons que la valeur ajoutée du secteur public baisse continuellement mis à part la dernière hausse de 0,2% entre 2014 et 2015. Par contre, la valeur ajoutée du secteur privé, ne cesse d'augmenter et ce depuis 2010 jusqu'à 2014. En 2015, contrairement au secteur public, le secteur privé connait une baisse de (-0,22%). Par

ailleurs, comparativement aux autres secteurs, nous remarquons que la valeur ajoutée du secteur des industries agroalimentaires pour le secteur public vient en huitième position, et celle du secteur privé vient en troisième position.

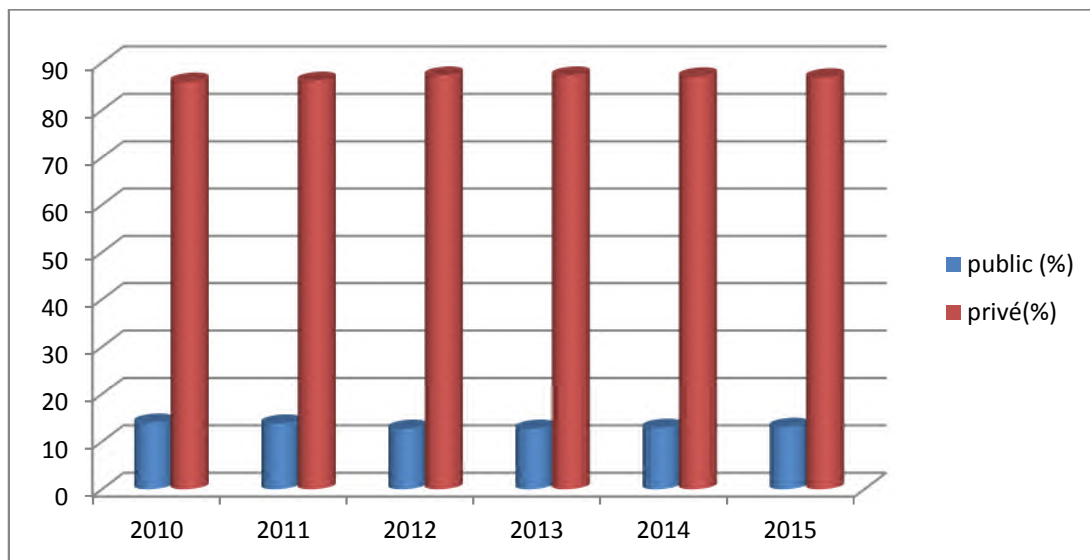
Le tableau N°03 montre le secteur agro-alimentaire par rapport aux autres secteurs d'activité en Algérie dans La valeur ajoutée globale industrielle (hors hydrocarbures) est passé de 33,1% en 2010 à près de 36.5 en 2012, soit une hausse appréciable de 3,4%.

Tableau N°3 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2010-2015)

Intitulés/Agrégation	2010			2011			2012		
	Public (%)	Privé (%)	Total (%)	Public (%)	Privé (%)	Total (%)	Public (%)	Privé (%)	Total (%)
Eau et Energie	34.0	0.0	16.5	31.4	0	16.7	32.7	0	16.8
Mines et Carrières	4.3	0.8	2.7	4.9	0.7	2.9	5.4	0.7	3.1
ISMME	23.6	2.5	13.9	23.5	2.4	13.5	24	2.1	13.4
Mat, Construction	10.2	13.7	11.8	9.9	12.8	11.3	9.1	11.9	10.4
Chimie, Plastique	4.8	11.8	0.8	4.1	12.4	8.0	4.1	12.4	8.1
Agro-alimentaire	8.5	62.1	33.1	9.1	63.9	34.9	9.1	65.6	36.5
textiles	0.7	4.3	2.3	0.5	3.7	2.0	0.4	3.5	1.9
Cuir et Chaussures	0.1	0.8	0.4	0.1	0.8	0.4	0.1	0.7	0.4
Bois et Papiers	2.6	3.2	2.9	2.7	2.6	2.7	2.6	2.4	2.5
Industrie diverses	14.8	0.8	8.4	13.6	0.7	7.6	12.7	0.6	6.8
Totale	100.0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ONS 2012

Figure N° 04 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2010-2015)



Source : élaboré par nos soins à partir des données du tableau N°2.

3.3. Évolution du chiffre (CA) d'affaire par secteur des IAA

Le tableau suivant montre le chiffre d'affaire réalisé par le secteur des IAA .en effet il conserve leur deuxième place après les hydrocarbures.

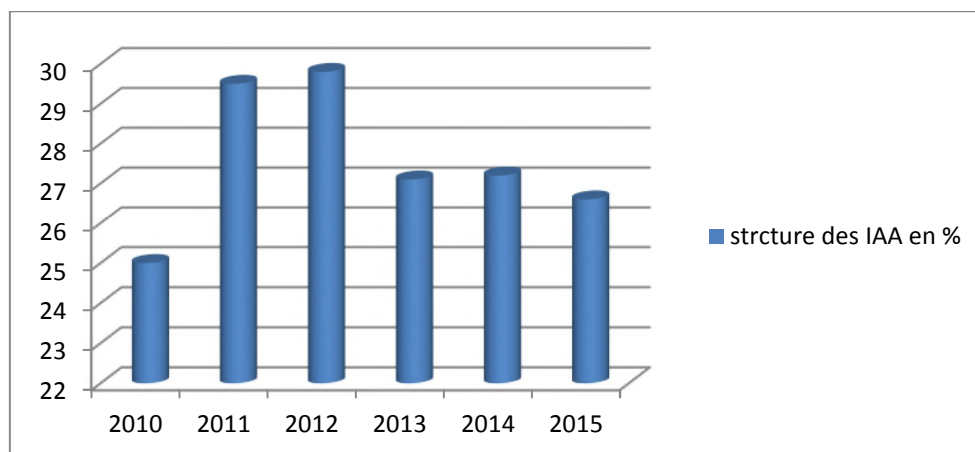
Tableau N°4 : Évolution du chiffre d'affaire par secteur des IAA 2010/2015

	Chiffre d'affaire en 10*6 DA					
Intitulés/Agrégation	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Agro-alimentaire	78883	104412	106172	110322	108908	115704
	La structure en %					
Intitulés/Agrégation	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Agro-alimentaire	25	29.5	29.8	27.1	27.2	26.6

Source : Ecofie, cité par ONS : « l'activité industriel année 2005-2015 », série E, statistiques économiques N°89 novembre 2016.p18.

Le chiffre d'affaire des IAA passe de 108 908 en 2014 à 115 704 DA en 2015, c'est une augmentation de 6.2%. En revanche le chiffre d'affaire réalisé par les industries manufacturières et de mines et carrières (hors hydrocarbures et hors énergie) et augmente par 399.7 milliard de DA entre 2014 et 2015 réalisant une croissance de 8.6%.

Figure N° 04 : chiffre d'affaire des IAA entre 2010-2015 (hors hydrocarbures)



Source : élaboré par nos soins à partir des données du tableau N°3

3.3. Évolution de l'emploi dans le secteur agroalimentaire (2010-2015)

Le tableau suivant montre la création de l'emploi par le secteur agroalimentaire dans entre les années 2010-2015.

Tableaux n° 05: Évolution de l'emploi dans le secteur des IAA : 2010-2015

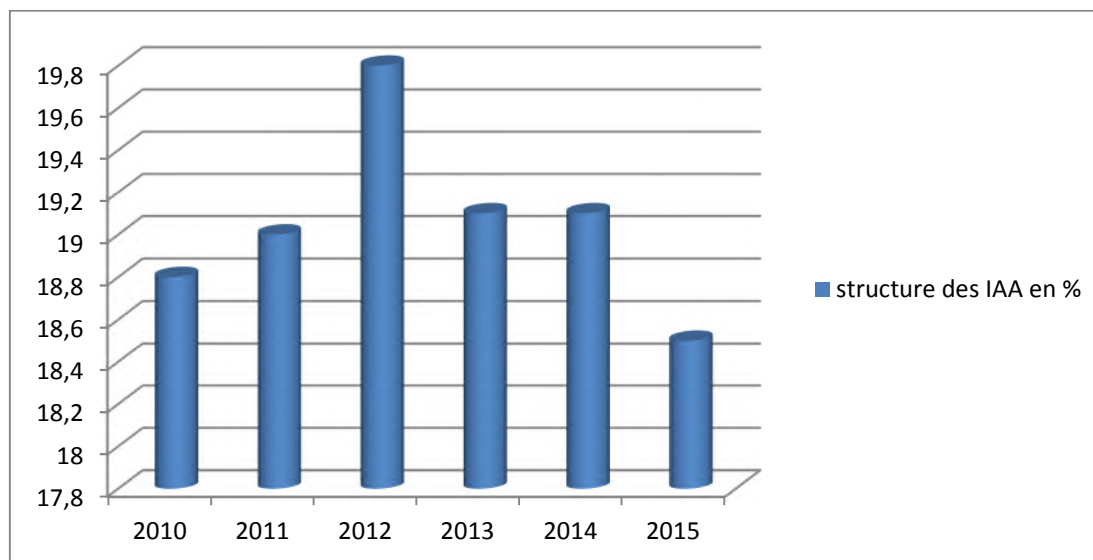
Intitulés /Agrégation	Emploi						Structure%					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
IAA	19169	19486	19854	19851	20293	20200	18.8	19	19.8	19.1	19.1	18.5

Source : Ecofie, cité par ONS : « l'activité industriel année 2005-2015 », série E, statistiques économiques N°89 novembre 2016.p19.

En matière d'emploi, les effectifs employés dans le secteur des industries agroalimentaires augmentent depuis 2010 jusqu'à 2015 et dont le poids est relativement important. Néanmoins, ce rythme d'évolution connaît une légère régression depuis 2013 à 2015. Comparativement aux autres secteurs, nous trouvons que le secteur des industries agroalimentaires est le deuxième employeur après les industries sidérurgiques, métalliques,

mécaniques, électroniques et électriques (I.S.M.M.E.E). Confirmant ainsi, une fois de plus le rôle des industries agroalimentaires dans la création d'emploi.

Figure N° 05 : La structure des IAA dans l'emploi entre 2010.2015



Source : élaboré par nos soins à partir des données du tableau N°3

4. Les importations et les Exportations de produit agro-alimentaire en Algérie

La situation de dépendance des IAA vis-à-vis de l'extérieur est le résultat de l'incapacité de la production nationale à satisfaire la demande locale en produits alimentaires (notamment avec l'explosion démographique), et la stagnation des rendements. Le volume des importations dépend à la fois, de la production nationale agricole réalisée et de la rente pétrolière, ce qui accentue davantage la vulnérabilité de la sécurité alimentaire du pays.

4.1. Les importations (M) dans le secteur agroalimentaire en Algérie

L'Algérie est aujourd'hui le premier importateur africain de denrées alimentaires, avec 75% de ses besoins assurés par les importations. L'insuffisance de la production agricole algérienne, couplée à une demande massive et croissante de produits agroalimentaires, fait de l'Algérie un pays structurellement importateur. Le tableau suivant montre l'évolution des importations des produits alimentaires et boisson entre 2010 et 2014¹.

Nous citons dans le tableau suivant l'ensemble des produits importés entre 2010-2014

¹ ONS. 2015

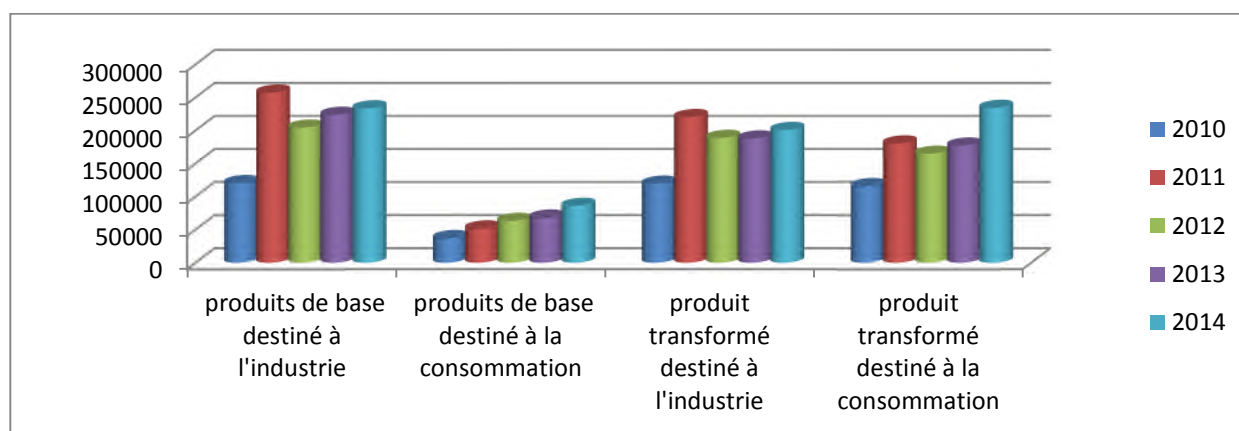
Tableau N°6: Evolution des importations des produits alimentaires et boissons de base et transformés 2010/2014

	2010		2011		2012		2013		2014	
Produit de base	157488	40.1%	309090	43.6%	267553	43.0%	291920	44.44%	319316	42.3%
Destiné à l'industrie	120285		257282		204244		223750		233471	
Destiné à la consommation	37203		51808		63309		68170		85845	
Produit transformé	235036	59.9%	400471	56.4%	353505	57.0%	365013	55.56%	434869	57.7%
Destiné à l'industrie	119352		220217		188759		187867		200681	
Destiné à la consommation	115684		180254		164746		177146		234188	
Total produits alimentaire et boisson	392524	100%	709516	100%	621058	100%	656933	100%	754185	100

Source : www.ons.dz/

Les importations alimentaires et boisson qui sont destinés à la consommation varient entre 42% et 45%, et les importations qui sont destinées à l'industrie varient entre 55% et 60%. Cela explique la dépendance de l'industrie agroalimentaire algérienne en matières premières « produit de base ».

Figure N° 06 : l'importation des produits de base et transformé entre 2010-2014



Source : élaboré par nos soins à partir des données du tableau N°6

La répartition des importations par groupes de produits, comme l'indique le tableau ci-après fait ressortir une augmentation des biens alimentaires 9,61%, alors que pour les autres groupes de produits, on a enregistré des diminutions de l'ordre de 10,8 % des biens destinés à l'outil de production, de 5,6% des biens d'équipements, et de 0,53% pour les biens de consommation non alimentaires .

Tableau N°7 : Évolution des importations par groupes de produits (2016 – 2017)

Valeurs en millions de Dollars US

PRINCIPAUX PRODUITS	2016		2017		Evaluation en %
	valeur	%	valeur	%	
Biens Alimentaires	4048	16.94	4437	19.30	9.61
Biens destinés à l'Outil de production	7566	31.67	6751	29.37	-10.77
Biens d'équipements	8123	34	7667	33.36	-5.61
Biens de consommation non alimentaires	4153	17.38	4131	17.97	-3.78
Total	23890	100	22986	100	-0.53

Source : Ministère de l'industrie et des mines 2017

L'examen par groupes de produits fait ressortir durant l'année 2017, les résultats suivants:

- **Les « biens d'équipements »** qui représentent une part de (33,16%) des importations, sont constitués essentiellement, de véhicules de transport de personnes et de marchandises, des turboréacteurs et turbopropulseurs et des appareils électriques pour la téléphonie.

- **Pour les « biens destinés au fonctionnement de l'outil de production »** : il s'agit surtout, des huiles de pétrole, des matériaux de construction (barres en fer ou en acier, tubes et tuyaux, bois, etc.) soit une part de 29,37% des importations.

- **Le groupe des « biens alimentaires »** : vient en troisième position dans la structure des importations réalisées durant l'année 2017 avec une part de (19,30%) du volume global, soit 7,66 milliards de dollars US. Par rapport 2016.

• **Le groupe de « biens de consommation non alimentaires »** : occupe le dernier rang dans la structure de nos importations avec la cote part de 17,97% et un volume de 4,13 milliards de dollars US.

Le tableau n°8 montre Les principaux fournisseurs de l'Algérie en termes d'équipement pour les IAA.

Tableau N°8 : Origine des importations algérienne d'équipement pour IAA (en 1000 EUR)

	2002	2004	2006	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évaluation 2013/2014
TOTAL	64394	59743	75501	67544	59280	43843	71550	100635	142497	+121%
Italie	23096	12560	18384	37456	20796	15382	26489	36571	45173	96%
France	21412	19619	25671	12694	16943	10197	20841	22131	35395	65%
chine	132	468	1305	3468	2585	2978	5107	9465	12880	9666%
Allemagne	2163	4963	7632	2790	2179	1694	3452	5142	11985	454%
Turquie	754	1618	2259	2536	1104	3835	4105	5380	10926	1350%
Espagne	5350	3271	6041	3252	3310	3837	2922	4028	8914	67%
Autriche	3224	4615	2421	1882	111	2682	2023	4140	4816	497%
Danemark	238	260	221	126	1351	428	207	2171	2209	8287%
Tunisie	195	89	69	159	715	541	381	1086	1529	6845%
Pays-Bas	454	155	833	109	1	373	460	640	1248	175%

Source : statistiques douanières

Les importations algériennes d'équipements pour les IAA ont fortement progressé en 2012 et 2013, pour atteindre 142 M EUR en 2013. Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont l'Italie qui a fourni le 1/3 des importations algériennes d'équipements pour les IAA en 2013 et la France qui en a fourni le quart. Deux pays ont fortement progressé depuis deux ans : la Chine et la Turquie, qui se rangent respectivement en 3ème et en 5ème position. L'Allemagne et l'Autriche ont également progressé et se rangent en 4ème et 7ème position. Les importations algériennes d'équipements portent principalement sur des équipements de boulangerie, des fours pour boulangerie-pâtisserie, du matériel pour laiteries, des équipements pour le travail des viandes et des fruits et légumes.

D'après donc le tableau L'Italie représente le principal fournisseur durant le période 2002-2013, suivie par la France et les trois autres pays (chine .Turquie et Allemagne).cela explique en effet par les relations économiques entre l'Algérie et l'Italie qui connaissent une

dynamique accrue notamment avec un volume d'échanges commerciaux important, et la multiplication de partenariats diversifiés dans les activités productives.

Les relations économiques algéro-italiennes restent toujours marquées par la dominance du secteur de l'énergie grâce auquel l'Italie est, depuis plusieurs années, à la tête du podium des principaux clients de l'Algérie. En effet, les exportations algériennes vers l'Italie, composées principalement des hydrocarbures. L'Italie est considérée comme l'une des principales destinations du gaz naturel algérien grâce au gazoduc Trans-mediterranean pipeline, appelé également gazoduc Enrico Mattei, fruit du partenariat conclu en 1977 entre le groupe national des hydrocarbures Sonatrach et la compagnie énergétique italienne Eni.

4.2. Les Exportations (X)

Environ 5000 entreprises activant dans cette branche, dont seulement 162 exportatrices. La filière agroalimentaire demeure pénalisée par un certain nombre de difficultés liées essentiellement à l'assistance technique et la modernisation des équipements. Toutefois, les choses commencent, petit à petit à bouger et à s'améliorer. Les exportations algériennes de produits agricoles et agroalimentaires se sont chiffrées à 321,2 millions de dollars en 2014 pour une quantité de plus de 563.200 tonnes. Le tableau suivant montre les principaux produits agroalimentaires exportés ainsi que les quantités :

Le tableau suivant montre la part des exportations des produits agroalimentaires de l'Algérie.

Tableau N°9 : Évolution des exportations de produits agro-alimentaires en 2014

Produits	Valeur en Millions de \$	Quantité en milliers de tonnes
Sucre	228.6	476.5
Dattes	39.7	25.6
Eau minérale et Gazéifier	16.8	26.0
Beurre de cacao	7.9	1.4
Caroube et grain de caroube	6.6	7.2
Pates alimentaire	5.9	8.0
Yoghourt	3.8	3.0
Crevettes	2.8	0.2
Poulpe et Pieuvre	2.9	1.2
Oignons et échalotes	1.9	3.1
Couscous	1.9	1.9
Mélasses	1.4	7.1
Jus et mélanges de jus	1.1	2.1
Total	321.2	563.2

Source : <http://www.andi.dz/>

Les exportations des produits alimentaires représentent que 11,5% des exportations hors Hydrocarbures, cette réalisation est négligeable et insuffisante pour faire face à la dépendance aux hydrocarbures. Afin de remédier à cette dépendance plusieurs dispositifs d'aide et de soutien aux exportations hors hydrocarbure ont été instaurés par l'Etat algérien tels que :

- Agence Algérienne de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX)
- Centre Algérien du Contrôle de la Qualité et de l'Emballage (CACQE)
- Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX)

Dans le tableau précédent nous avons remarqué la part importante de sucre exporté .cela expliqué en effet .Par la dominance de Cevital, qui contrôle à lui seul près de 80% du marché du sucre devant le groupe Berrahal d'Oran et la Sorasucre d'Annaba. Un concurrent

est en train d'apparaître avec l'usine construite en joint venture par le groupe La Belle et Cristal Union qui devrait ouvrir ses portes fin 2014. Une autre sucrerie devrait également se construire sur Oran.

Tableau N°10 : Tableau N°06 : Principaux produits hors hydrocarbure exportés
(2016 - 2017). Valeurs en millions de Dollars US

PRINCIPAUX PRODUITS	2016		2017		Evaluation en %
	valeur	%	valeur	%	
Huiles et autres produits provenant de la distillation des groupes	219.12	24.46	294.65	30.95	34.47
Ammoniacs Anhydres	174.20	19.44	211.60	22.23	21.47
Source de canne de betteraves	79.80	8.91	121.10	12.72	-51.75
Engrais minéraux ou chimiques azotes	215.50	24.05	115	12.08	-46.64
Dattes	22.40	2.5	29.60	3.11	32.14
Phosphate de calcium	28.40	3.17	27.30	2.87	-3.87
Machine a laver le linge	1.00	-	118.80	1.97	-
Hydrocarbures cycliques	23.20	2.59	14	1.47	-39.66
Hydrocarbures et gaze rares	14.50	1.62	16.63	1.75	14.69
Alcools acycliques	18.30	2.04	11.01	1.16	-39.84
Sous total	796.42	88.89	859.69	90.30	7.94
Total du groupe	896	100%	952	100%	6.25

Source : Ministre de l'industrie et des mines, 31/12/2017

Dans la structure des exportations Algériennes, les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel de nos ventes à l'étranger durant l'année 2017 avec une part de 94,75% du volume global des exportations, et une hausse de 38,32% par rapport à la même période 2016.

Quant aux exportations « hors hydrocarbures », elles demeurent toujours marginales, avec seulement 5,25% du volume global des exportations soit une valeur de 952 millions de dollars US. Elles ont enregistré une hausse de 6,25% par rapport à l'année 2016.

Les principaux produits hors hydrocarbures exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui représente une part de 3,81% du volume global des exportations soit l'équivalent de 691 millions de dollars US. Le groupe « biens alimentaires »

vient en seconde position avec une part de 1,04% soit 189 millions de dollars US suivi par le groupe « produits bruts » avec la part de 0,19% soit en valeur absolue 34 millions de dollars US, et enfin les groupes « biens d'équipement industriels » et « biens de consommations non alimentaires » avec les parts respectives de 0,16% et 0,05%¹.

5. Les Caractéristiques et Contraintes de l'industrie agro- alimentaire

5.1. Les Caractéristiques

- Déconnectée de l'amont agricole.
- Externalisée, basée sur l'importation de matières premières.
- Orientée vers le marché local et détachée du marché extérieur.
- Faible compétitivité.
- Handicapée par l'absence de stratégie globale et de cohérence (nombreux cas de surcapacités).
 - Pénalisée également par la faiblesse de régulation et d'encadrement du marché.
 - Asphyxiée par les nombreux cas de concurrence déloyale qui déstructurent les entreprises crédibles.
 - Freinée par la faible structuration des professions².

5.2. Les Contraintes

- Industries agroalimentaires encore trop peu présentes, particulièrement dans les territoires ruraux et intègrent trop faiblement les productions nationales.
 - Une forte dépendance des importations des produits agricoles.
 - Un faible degré d'intégration verticale en amont et en aval.
 - Un système commercial et logistique traditionnel, avec des coûts de fonctionnement excessifs et une absence de transparence dans la détermination des prix.
 - Un environnement scientifique et technique embryonnaire.

¹ CNIS-2017

² BESSAOUD Omar TOUNSI, Mohamed. Les stratégies agricoles et agro-alimentaires de l'Algérie et les défis de l'an 2000. - In ALLAYA. M (ed). – Les agricultures Maghrébines à l'aube de l'an 2000. – Montpellier : CIHEAMIAMM, 1995. - 11 l-1 15. -(Options Méditerranéennes : Série B. Etudes de Recherches ; p. 14.

- Une faible maîtrise des méthodes modernes d'organisation et de management des entreprises.
- Une capacité d'attraction des investissements étrangers presque inexistante.
- Des difficultés à affronter la concurrence internationale¹.

Conclusion

Ce chapitre nous a permis en premier lieu d'exposer les fondamentaux relatifs à l'économie agro-alimentaire. Nous avons aussi synthétisé les concepts de base servant essentiellement à l'élaboration des différentes politiques agro-alimentaires et au développement de ce secteur, et en second lieu nous avons analysé statistiquement la place du secteur agroalimentaire, son évolution dans la production brute et la main d'œuvre qu'il procure. En effet, dans une grande vision notre analyse a montré que, l'industrie agroalimentaire occupe actuellement une place importante dans l'économie algérienne, elle est vitale, elle assure en effet la sécurité alimentaire du pays. Cette industrie a connu un développement remarquable au cours de ces dernières années avec la mise en œuvre des réformes économique profondes et les politiques d'encouragement à l'investissement. En fin. Nous avons clairement élaboré les différentes caractéristiques et contraintes des industries agroalimentaires.

¹BENCHARIF Abdelhamid et al. .- La filière blé en Algérie : Le blé, la semoule et le pain. Paris:Khartala, 1996. p.229

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Introduction

L'entrée de l'Algérie en économie de marché a incité la création des entreprises privées, ou encore la privatisation des entreprises publiques. Des efforts ont été déployés pour augmenter la production du pays en huiles végétales à partir des graines oléagineuses importées. COGB, un des grand pôles de l'industrie agro-alimentaires spécialisée dans les corps gras (Huiles, graisses animales et végétales), n'échappe pas à cette privatisation.

Nous allons, dans ce chapitre, étudier et évaluer l'entreprise CO.G.B la Belle La belle (ex E.N.C.G) qu'est une société par actions appartenant au groupe Labelle est spécialisée dans la production des huiles de tables, la margarine et le savon. Elle achète les matières premières agricoles brutes à l'étranger et elle procède à leurs raffinages et à leurs conditionnements. Ces fournisseurs sont : l'Argentine, le Brésil pour le soja et le maïs, le tournesol est importé d'Ukraine et elle s'approvisionne en huile de palme de l'Indonésie et de Malaisie. Le recourt aux matières premières importées est une nécessité vu que la wilaya de Bejaia ne produit pas les graines oléagineuses

. Ce chapitre comporte deux sections: la première est consacrée à la présentation de l'entreprise à travers sa création et son historique et les différents diagnostics réalisés au niveau de ses différents services et la deuxième section portera sur l'effet de COGB labelle dans le développement local.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Section 01 : Présentation de l'entreprise d'accueil CO. GB-la belle

1. Historique et présentation de CO. GB-la belle

Selon les documents internes de l'entreprise :

La création de l'actuelle « CO.GB-labelle » remonte aux années quarante(40) quand elle fut l'installation d'une usine conçue pour le raffinage de l'huile de colza et de tournesol. Lancé en 1942 par le groupe Lesieur Afrique, des travaux de l'huile de grignon, d'olive et fabrication de savon à base de l'huile de grignon ont été lancés par ce groupe.

En 1953, cette unité de production s'est lancée dans la production du savon de ménage « Mon Savon » pour qu'il soit conditionné après l'indépendance en 1962 en morceaux de 450g. Cette société s'inscrit dans la stratégie de l'état qui contrôle le secteur agroalimentaire par l'ordonnance N° 67/161.

Dans le cadre de la réorganisation du secteur agroalimentaire, la SNSG a fusionné avec la SALCO et la SOGDIS en 1972 pour donner naissance à un nouvel ensemble dénommé SO.GE.D.I.A (Société de gestion et de développement des industries Alimentaires), qui avait pour mission la gestion des industries des Corps Gras, de jus et de conserves de sucre.

Une chaîne de saponification a été acquise en 1973, pour qu'elle soit opérationnelle cinq ans plus tard, soit en 1978. Pendant cette période et plus précisément en 1974, ce complexe a été nationalisé de la SIAN « *Société Industrielle de l'Afrique du Nord* » et ce au profit de la SO.GE.D.I.A qui était créée dans la même année.

Le complexe a exercé son activité pendant huit ans sous la tutelle de la SO.GE.D.I.A qui a été restructurée en 1982 avec la naissance L'E.N.C.G.EN 1988 une autre unité de production est installée à la zone industrielle de Bejaia qui est le complexe des corps gras de Bejaia.

Cette unité de production a connu des changements considérables en matière d'équipement de production que l'on enregistre durant ces 18 années de services avec ce statut. Après cela, il y a eu démarrage de la production de la graisse végétale et du végétal aromatisé « SOUMAA » en 1990.

En 2006 elle a été privatisée et détenue à 70% par le groupe privé Labelle et à 30% par le groupe public COGB pour devenir COGB-Labelle. Elle est conçue pour un régime de travail continu (24h/24h). Elle contribue largement au développement de l'industrie agroalimentaire nationale en offrant une large gamme de produits : huiles, margarine, glycérine pharmaceutique, savon, les acides gras distillés, ...

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Onze unités de production composent aujourd'hui COGB-Labelle, elles sont réparties à travers le territoire national. Deux d'entre elles (UP7 et UP8) sont implantées dans la zone industrielle de Bejaia, à environ 2Km du port.

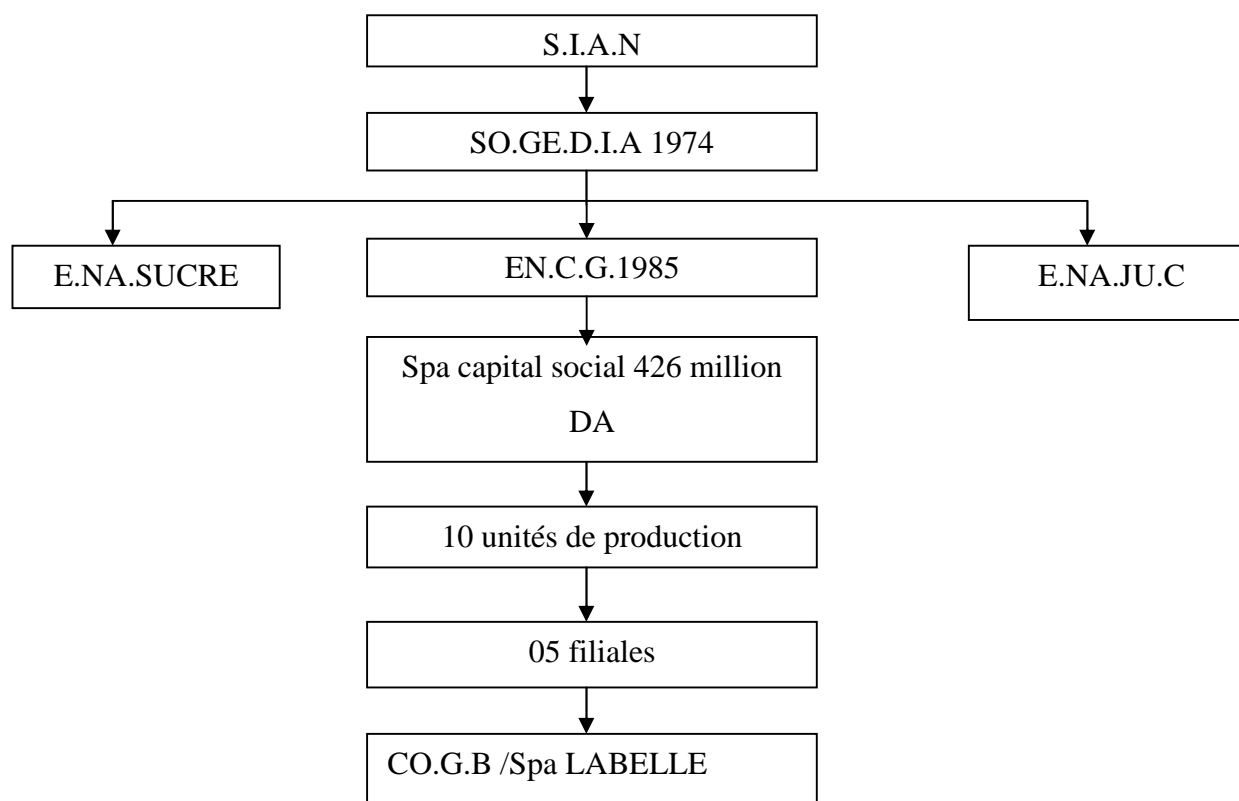
La direction de la production est le cœur de toute entreprise de production, elle se charge de manufacturer les différents produits commercialisés par l'entreprise. Tous les autres départements sont des structures de soutien. La direction de production de COGB-Labelle se compose de quatre (04) unités :

1. La raffinerie de l'huile ;
2. La margarinerie ;
3. La savonnerie ;
4. L'huilerie ;

2. La structure hiérarchique de CO.GB labelle

Dans le schéma, nous reprenons les étapes d'évolution de cette firme. En effet, il s'agit d'un récapitulatif qui retrace les différentes restructurations de l'entreprise comme suit :

Schéma n° 02 : Historique de l'entreprise Labelle



Source : élaboré par nos soins à partir d'un document interne de CO-GB. Labelle

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

3. Le processus de production et l'activité de l'entrepris

3.1. Raffinage des huiles alimentaires

. Le raffinage consiste en la purification des huiles en éliminant les corps indésirables pour devenir une huile consommable et de bonne qualité. COGB-Labelle raffine trois types d'huile : soja, tournesol et oléine. La raffinerie se compose de deux lignes de raffinage de Capacité 9000L/H (Litre/Heure) chacune. L'huile raffinée est stockée dans deux Tanks de capacité 500000L chacun.

Pour débarrasser les impuretés et substances chimiques indésirables et toxiques. La production passe par quatre opérations principales.

- **La démulagination** : qui consiste à éliminer les mucilages contenus dans l'huile en ajoutant H_3PO_4 , par l'action de la chaleur ces substances se séparent de l'huile.

- **La neutralisation** : qui consiste à éliminer les acides libres contenus dans l'huile par un traitement alcalin.

- **La décoloration** : lors de cette opération, les pigments les plus colorants sont éliminés grâce à l'absorption par de la terre décolorante.

- **La désodorisation** : pour éliminer toutes les odeurs susceptibles de donner un goût désagréable, on procède à un vide très poussé (elles sont éliminés dans des conditions particulières : haute température et vapeur d'aspersion). Pour éviter l'oxydation de l'huile et permettre une meilleure conservation de produits, on ajoute à la sortie du désodoriseur, une quantité d'acide citrique. Puis l'huile passe dans le refroidisseur pour baisser la température à $40^{\circ}C$ exigée pour éviter l'oxydation de l'huile, puis filtrée encor une fois dans des filtres de polissage pour rendre celle-ci brillante. Et on obtient une huile raffinée.

3.2. L'unité de conditionnement des huiles (huilerie)

L'huilerie est l'unité de production chargée de la mise en bouteilles des huiles finies, qui seront acheminées aux stocks. L'unité est constituée actuellement de cinq lignes de production: deux lignes pour la production des bouteilles PEHD dont une pour les bouteilles de 5 litres et l'autre pour les bouteilles de 2 litres, et trois lignes pour les bouteilles PET dont la première ligne pour la production des bouteilles de 5 litres, la deuxième ligne pour la production des bouteilles de 2 litres et la troisième pour la production des bouteilles d'un litre. La matière utilisée pour la fabrication des bouteilles (5L, 2L, 1L) PET est la préforme PET

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

importée qui a une structure de tube. La matière utilisée pour la fabrication des bouteilles (5L, 2L) PEHD consiste à mélanger le PEHD, les déchets broyés (résidus de bouteilles) et le colorant dans un mélangeur /broyeur, puis réchauffer le mélange à une température de 170°C pour donner le plastique fondu sous la forme d'une gaine.

3.3. Margarinerie

Au niveau de la margarinerie se fait l'hydrogénation des huiles déjà raffinées au niveau de la raffinerie). Passant par un stock intermédiaire l'huile hydrogénée entre dans deux lignes de production parallèles pour être conditionné. L'atelier comprend trois lignes de conditionnement, une spécifique pour la margarine shortening, et les deux autres pour les cinq autres types de margarine suivantes :

- margarine de Table plaquettes 250g ;
- margarine de Table plaquettes 500g ;
- margarine de Table pot 250g ;
- margarine de Table pot 500g ;
- margarine Feuilletage ;

4. Mission et objectif de l'entreprise

Les missions de la société peuvent être énumérées de la manière suivante :

- Procéder à l'étude du marché pour répondre aux besoins de la demande nationale ;
- Elaboration et réalisation des annuels (chaque année) de production et de vente ;
- Mobilisation des efforts locaux et étrangers nécessaires à l'exécution des programmes de production ;
- La mise en place des voies et moyens en vue d'une assimilation progressive de la technologie et de son activité ;
- Organisation et développement des structures de maintenance permettant d'optimiser les performances de l'appareil de production ;
- Développement et mise en place d'un système de gestion afin de satisfaire les besoins nationaux et de maintenir des stocks stratégiques tant en matière première qu'en produits ;
- Assurer la vente de ses produits sur le marché national ou l'exportation dans le cas d'un surplus de production ;

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

- Assister les unités de production pour assurer une politique uniforme en matière de production, de distribution, de maîtrise des coûts et de financement nécessaire à l'attente de leurs objectifs.

5. Structure organisationnelle de l'entreprise CO.G.B. Labelle

Comme chaque entreprise, Labelle est structurée selon un organigramme anticipé par sa direction générale afin de répondre aux exigences et aux objectifs tracés au préalable.

a) La direction générale

A pour mission d'assurer les tâches d'animation, d'orientation et de contrôle des activités de l'entreprise. Les autres missions sont les suivantes :

- D'assurer la bonne gestion du complexe;
- De prendre des décisions stratégiques du point de vue organisationnel;
- De faire respecter les normes de production;
- De veiller sur l'amélioration de la rentabilité et de la production ;

b) **Le secrétariat** : il est chargé de la gestion générale téléphonique, l'enregistrement, le classement du courrier, l'accueil des visiteurs est aussi soumis au secret professionnel.

c) **Service laboratoire** : la CO.G.B. Labelle dispose d'un laboratoire qui a pour mission de contrôler des matières premières, les matières auxiliaires, les produits en cours de fabrication, les produits finis en stock, et les produits finis à commercialiser avec des certificats de conformité pour chaque produit.

d) **Département technique** : il s'occupe du matériel de production et assure son bon fonctionnement et sa maintenance. Il est décliné en (05) services :

- Le service utilité : ce service assure aux ateliers de production tous les besoins énergétiques tels que : la vapeur, l'eau de presse, l'air instrument ainsi que le traitement des eaux résiduelles

- Le service mécanique : il est chargé de la maintenance de l'équipement de production en exploitation, aussi bien que sur le plan curatif que préventif ;

- Le service fabrication mécanique : il s'occupe de la fabrication des pièces de rechange nécessaires aux équipements de production ;

- Le service études et méthodes : ce service a pour mission de maintenir l'équipement de production et son suivi ;

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

• Le service électricité : il assure de l'électricité pour l'ensemble des équipements de production.

e) **Service contrôle de gestion** : consiste à contrôler la production journalière par rapport aux prévisions arrêtées par l'entreprise et faire des comparaisons par rapport aux exercices précédents.

f) **Service informatique** : il est chargé de la gestion de tous les systèmes informatiques, logiciels de facturation et de la comptabilité de l'entreprise.

g) **Département hygiène et sécurité** : il s'occupe des conditions d'hygiène et de la sécurité. Il fait de l'étude et de l'analyse des accidents du travail pour aboutir au meilleur moyen de protection et de prévention.

h) **Direction commerciale** : elle est spécialisée dans la vente et la prise de commandes, elle est représentée par le directeur commercial qui a pour rôle de coordonner toutes les tâches, qui a pour mission de réaliser le maximum de ventes. Cette direction dispose d'un service de vente qui est chargé de l'expédition de produits finis et la facturation.

i) **Département gestion des ressources humaines DRH** : se département est composé de deux services :

I. **Service transport** : il a comme but de faciliter la liaison entre l'entreprise et le fournisseur de matière première et auxiliaires ainsi que le transport du personnel.

II. **Service administratif** : il est composé de trois sections ; section sociale, section personnel, section paie.

Il a pour mission de :

• Veiller à la bonne tenue de dossiers et de fichiers de personnel, ainsi qu'au respect de l'égalisation de travail ;

• Suivre l'établissement des données de calculs, des paies et veilles en respect des échéances.

• Participer aux réunions de direction de l'unité ;

J) **Département comptabilité** : ce département est chargé d'enregistrer et contrôler toutes les opérations financières effectuées par L'UP 07 cette direction comporte trois : sections comptabilité générale, section comptabilité commerciale, section comptabilité matière

• **Section comptabilité générale** : justifie le règlement de factures et les enregistrer dans leurs propres comptes, passer les écritures comptables (achat, vente) sur différents

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

registres et sur les ordres de paiements, déterminer les résultats globaux d'exploitation de l'exercice (établissement du bilan annuel et analyse des comptes).

- **Section comptabilité matière** : est chargée d'enregistrer toutes les opérations d'achats, stocks, consommation et vente des matières premières.

- **Section comptabilité commerciale** : cette section est chargée de : saisir les bons de livraisons et de commandes, servir le client, encaissement et décaissement, préparer les documents comptables, balance et grand livre.

k) Département approvisionnement : il est composé de deux services à savoir :

- **Service approvisionnement en matière première** : est chargé de satisfaire l'unité en matière première comme l'huile brute, stéarine, etc.

- **Service approvisionnement en matière auxiliaire** : il est chargé d'approvisionner les services de production en matière auxiliaire nécessaire pour la fabrication des produits finis exemple : terre décolorante, plastique, carton, acide, sulfurique, acide citrique, acide phosphorique, palettes.

l) Département margarinerie : est un organisme de production spécialisé dans la fabrication et le conditionnement de la margarine, il est composé de trois services à savoir :

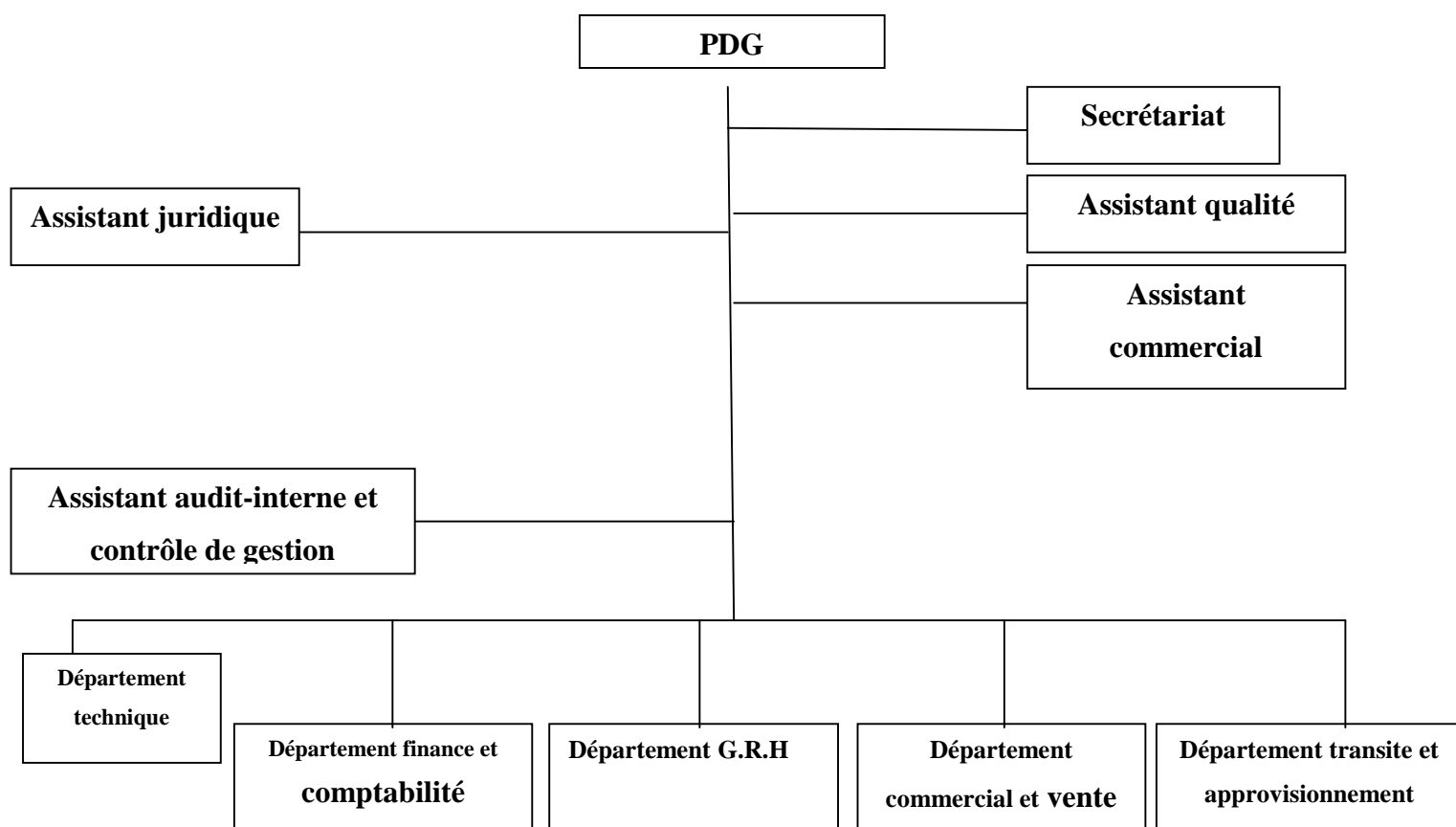
- **Service électrolyse** : est un service destiné à produire l'hydrogène gaz indispensable pour la fabrication des huiles hydrogènes comme matière première de base pour la fabrication de la margarine.

- **Service conditionnement margarine** : est un service destiné pour conditionner de la margarine dans plusieurs emballages comme margarine de table, margarine de feuilletage, margarine pâtisserie, graisse végétale aromatisée.

- **Service raffinage et hydrogénation** : est un service destiné pour affiner les huiles pour la production des recettes margarine et hydrogénation des huiles fluides comme l'huile de soja en vue d'obtention des huiles concrètes (solides). Un produit outil pour la fabrication de la margarine.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

6. Organigramme de la CO-GB. Labelle



Source : élaboré par nos soins

Section 02 : l'effet de CO.GB LABELLE dans le développement local de Bejaia

D'une manière générale, le développement local est considéré comme un processus animateur de dynamiques collectives, créateur d'emplois, instigateur de solutions nouvelles et partenaire important des pouvoirs publics sur les politiques locales globales. Fondé sur un développement solidaire de toutes ses parties, incluant des aspects économiques, sociaux, culturels, politiques, favorisant le développement endogène, mobilisant l'ensemble des moyens humains et financiers qui y concourent et assurant leur convergence. Fondé sur l'implication de tous les acteurs concernés (élus, acteurs économiques, associatifs et syndicaux) mais aussi sur celle de la population, dans un souci de démocratie locale.

A cet effet, cette section sera consacrée en s'appuyant sur un guide d'entretien réalisé au sein de l'entreprise de la **CO.GB labelle** à partir d'un stage pratique pour répondre à la

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

problématique de recherche constitue l'apport de la CO.GB labelle dans le développement local de la wilaya de Bejaia.

1. CO.GB LABELLE dans la création d'emplois et la réduction de chômage.

1.1. L'entreprise tellement elle a besoin de qualification, elle incite la population à opter pour une profession précise ou suivre une formation déterminée

L'entreprise CO.GB labelle, adopte la formation comme méthode principale pour faire face à ces changements et d'être à jour vis-à-vis des progrès technologiques, économiques et organisationnels pour détecter et identifier les compétences des employés. D'après son service GRH, CO.GB-labelle identifie ses besoins et travaille en collaboration avec les agences de main d'œuvre que ce soit (ANEM, DAS ...) et avec l'université de Bejaia, les centres de formation professionnelle ; et avec les écoles de formation toujours au niveau de Bejaia.

Ce stage a donc été une opportunité pour nous de percevoir pourquoi La CO.GB-labelle incite à opter pour une profession précise ou suivre une formation déterminée qui sont comme suit :

a) Permettre de s'adapter aux changements structurels et aux modifications de l'organisation du travail impliqué par l'évolution technologique et économique, et de favoriser leur évolution professionnelle ;

b) Améliorer l'orientation des jeunes demandeurs de formation et des nouveaux bacheliers en leur donnant les informations nécessaires sur leurs choix d'études et de formation ;

c) Satisfaction, intégration et motivation des travailleurs ;

d) Amélioration de la productivité ;

e) L'adaptation des travailleurs aux évolutions ;

f) l'atteinte de ces objectifs de satisfaction professionnelle et performance économique ;

f) Répondre à la fois aux souhaits du personnel et aux besoins de l'entreprise ;

1.2 CO.GB LABELLE comme élément primordial dans la création d'emploi

L'entreprise CO.GB labelle est un dispositif de création d'emploi par leur activité, elle participe en effet à une amélioration considérable des conditions de vie et de travail de la population locale de Bejaia.

Tableau N°11:Le recrutement au sein de CO.GB LABELLE entre 2013 et 2018

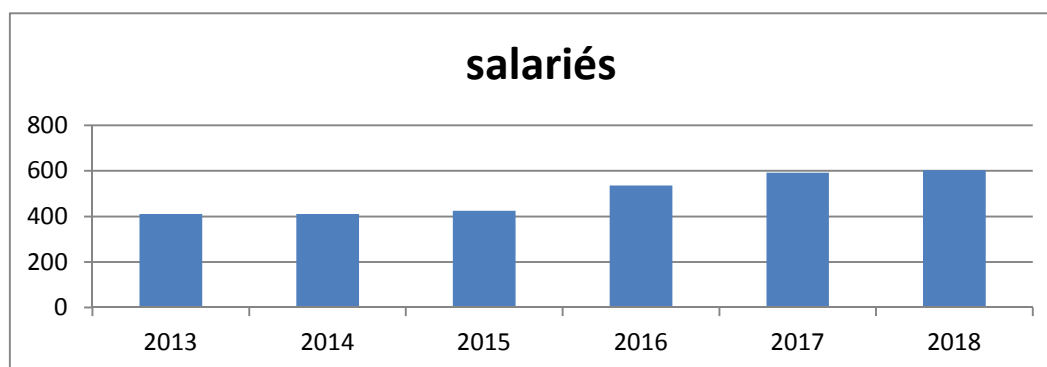
Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de salariés	410	410	425	535	591	603

Source : élaboré à partir les données de l'entretien.

Cependant, dans nos résultats relatifs à notre entretien au sein de CO.GB LABELLE nous avons remarqué le mouvement de progression en nombre de travailleur recrutés d'une manière directe est passé de 410 travailleurs en 2014 à 603 travailleurs en 2018, soit 193 recrutements durant une période de 5 ans et d'après dont 90% d'origine local Cela explique que cette dernière contribue positivement à la Création d'emploi, réduction du taux de chômage. (Annexe 01)

Figure N°7 : création d'emploi au sen de CO.GB LABELLE ENTRE 2013-2018



Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de CO.GB LABELLE

Le tableau suivant retrace la place du secteur industriel dans la structure économique de la wilaya de Bejaia.

Tableau N° 12 : grandes entreprises industrielles (IAA), nombres et l'emploi d la wilaya de Bejaia.

Secteur d'activités	Grandes entreprises industrielles		PME	
	Nombre entreprises	Nombre emplois	Nombre entreprises	Nombre emplois
IAA	8	7668	785	3396

Source : élaboré par nos soins à partir des données de la direction de l'industrie de Bejaia

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

On constate que les grandes entreprises industrielles offrent 7 668 de postes d'emplois soit 69.3% par contre les PME emploient 3 396 employés qui représentent 30.7% de la totalité d'emploi des IAA. Cela confirme la place de COGB LABELLE dans la création de l'emploi.

1.3. La participation de COGB LABELLE à des actions ou projets destinés à développer l'emploi et les compétences

C'est dans le cadre de **projet Tawdif** L'initiative de CO.GB LA BELLE destinée à conquérir souvent leur expérience professionnelle et pour objectif d'adapter les emplois et les compétences aux changements et évolutions auxquels l'entreprise est confrontée , améliorer les perspectives d'emploi pour les diplômés universitaires .

2. L'impact CO.GB LABELLE sur le territoire

2.1. Contribution COGB LA BELLE à l'aménagement de son territoire

La société CO.GB labelle aménage l'espace dans lequel elle exerce ses tâches. Elle s'organise par la participation au développement du territoire, la réduction des inégalités, l'amélioration du cadre de vie, et la maîtrise des problèmes liés à l'environnement par exemple, pour gérer leurs systèmes d'échange et de transport, leurs ressources en eau, leurs déchets, etc. Le guide d'entretien nous confirme la participation de CO.GB labelle par plusieurs actions. (**Annexe 02**)

- L'action d'assurer la croissance économique de la région de Bejaïa et l'utilisation optimale de l'espace et des ressources naturelles et humaines ;
- Assurer la justice social par une meilleur répartition et égales des richesses. Des équipements et des infrastructures socio-collectifs ;
- Gérer les défis liés à la dégradation de l'environnement de Bejaia, améliorer le cadre de vie, l'espace de vie ;

2.2. L'impact des décisions d'investissements de COGB LABELLE sur le territoire de Bejaia

A la base de notre entretien, ces décisions ont permis de :

- 1) Un meilleur contact avec les réalités du terrain et les nouveaux besoins sociétaux, dont découlent la pertinence et la durabilité de l'action ;
- 2) L'attractivité, la légitimité et la confiance dans l'organisme (avantage concurrentiel au sein du territoire de Bejaia) ;

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

- 3) La motivation chez les salariés, chacun trouvent du sens à son travail ;
- 4) L'obtention de financements, notamment publics ;
- 5) L'implication dans les politiques d'innovation territoriale ;
- 6) La qualité des relations avec les parties prenantes externes (proximité, ajustement), notamment les bénéficiaires.

3. COGB LABELLE et son environnement

3.1. La compatibilité de processus de production avec la préservation de l'environnement

Le processus de production de CO.GB labelle répond à la préservation de l'environnement à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. A la base des réponses de notre entretien, l'entreprise CO.GB labelle est certifiée **iso 1400** et applique la norme **HACCP**, type de rapport égale réduction des émissions, gestion des déchets, réduction des pertes et traitement des eaux cela veut dire que CO.GB labelle effectivement à un processus qui préserve et améliore et valorise l'environnement et les ressources naturelles sur le long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques, en réduisant les risques et en prévenant les impacts environnementaux. (**Annexe 02**)

4. l'approvisionnement de matières premières COGB LABELLE

4.1. Matières premières et produits intermédiaires

L'approvisionnement en matières premières et produits intermédiaires a toujours été au centre des inquiétudes de l'entreprise. D'après notre enquête et le guide d'entretien, nous avons remarqué que CO.GB labelle acquiert leurs besoins en matières premières et produits intermédiaires dans le marché national et au marché étranger avec un chiffre closant de 90% de la totalité acquis face aux difficultés d'approvisionnement, les autres s'approvisionnent par les matières premières locales. Cette approvisionnement de la matière première locale en général consiste en l'utilisation de l'eau .l'électricité, le gaz et réseaux internet.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Tableau N°13 :L'origine de l'approvisionnement de CO.GB LABELLE

Désignation	%
Local	10%
National	50%
Étranger	40%
Total	100%

Source : Établi à partir des données de l'entretien.

D'après ce tableau nous remarquons une très faible part dans l'approvisionnement des matières premières au niveau local cela explique une dynamique agriculture trop fragile.

D'après le service approvisionnement Elle achète les matières premières agricoles brutes à l'étranger et elle procède à leurs raffinages et à leurs conditionnements. Ces fournisseurs sont : l'Argentine, le Brésil pour le soja et le maïs, le tournesol est importé d'Ukraine et elle s'approvisionne en huile de palme de l'Indonésie et de Malaisie.

Le recourt aux matières premières importées est une nécessité vu que la wilaya de Bejaia ne produit pas les graines oléagineuses.

4.2. Principaux marchés de CO.GB LABELLE.

Tableau N°14 : Principaux marchés de CO.GB labelle

Le tableau ci-après est désignation de différents marchés de CO.GB LABELLE :

Désignation	%
Marché Local	25%
Marché régional	25%
Marché national	40%
Marché international	10%
Total	100%

Source : Établi à partir des données de guide de l'entretien

D'après le tableau N° 10, nous constatons que l'entreprise a concentrée ses ventes sur le marché national en premier lieu avec un taux de (40%) viennent après les marchés régional et local avec un taux de (25%) dont les fins de satisfaction des besoins de la population.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Mais pour ses exportations, nous remarquons que garce à sa compétitivités elle pu s'intégrer dans le marché international même avec un taux fragile de 10%.Cela explique les ambitions de CO.GB labelle la satisfaction au niveau national, régional et local.

5. CO.GB labelle dans le social

5.1. La contribution à des activités de la charité, d'aides, des dons

La CO.GB-labelle est un des meilleurs exemples en termes de bénévolat auprès d'organisations non lucratives à partir d'aides aux personnes démunis, les associations ainsi que l'aide pour les recherches scientifiques. Elle participe au financement d'associations et d'œuvres caritatives ou culturelles. Elle contribue au rayonnement de l'entreprise et lui permet de bénéficier parfois de déductions fiscales significatives.

Les apports peuvent être des donations financières ou matérielles (fournitures,..) à l'usage public, en nature (dons de produits ou services rendus par l'entreprise) ou encore de compétences. L'entreprise essaie de plus en plus à intégrer leurs salariés dans leurs actions en les incitants à une participation active sur leur temps de travail. On peut citer des manifestations sportives (matches, marathons...) ou des journées payées consacrées au bénévolat.

5.2. La favorisation des démunis, des pauvres, orphelins pour des postes d'emplois au sein de COGB LABELLE.

Tableau N°15 : les aides de COGB LABELLE

aides	réponses
Pauvres	oui
démunis	oui
orphelins	oui
Handicapés	oui

Source : Établi à partir des données de guide de l'entretien.

L'entreprise CO.GB labelle a l'habitude d'aider les démunis et les nécessiteux, en les favorisant dans les postes d'emplois au sein de leur entreprise surtout les orphelins qui n'ont pas des moyens qui l'ont permettre de postuler à des déférents postes. Toutefois, le critère de compétence et d'expérience prime sur les autres critères.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

6. Apport de CO.GB-labelle au niveau de la localité de Bejaia

6.1. Evolution de chiffre d'affaire

Le tableau ci-après montre l'évolution de chiffre d'affaire réalisé par l'entreprise COGB LABELLE durant la période 2015/2017.

Tableau N°16 : le chiffre d'affaires réalisé par COGB LABELLE (2015/2017)

	2017	2016	2015
Description	Montant (HT)	Montant (HT)	Montant (HT)
TOTAL	12481579924.76	10580606727.44	9909203175.91

Source : établi par nous-mêmes à partir le guide d'entretien.

D'après le tableau N°16, le chiffre d'affaire de COGB LABELLE connu une légère croissance en 2017 Cette croissance est due à une augmentation des ventes des produits les plus rentables et à une forte demande des différents produits. (**Annexe03**)

6.2. innovation et nouveaux produits

Pour COGB LABELLE La démarche d'innovation constitue un levier très important, étant cette dernière l'une des sources de succès, de pérennité, d'expansion et de création de valeurs. En effet COGB LABELLE a pris cette démarche par la création des nouvelles chaînes de production pour élargir sa part du marché et par des nouvelles gammes de produits notamment la margarine 250g, savon de toilette. (**Annexe 04**)

Le tableau suivant montre la manière de procéder à l'innovation pour lancement de nouveaux produits.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Tableau N°17 : structures affectées à l'innovation

	La manière de procéder à l'innovation
1	Fabrication d'un nouveau produit
2	Introduction de nouvelle méthode e production
3	Conquête de nouvelles sources de matières première
4	Conquête de nouveaux marchés

Source : établi par nous-mêmes à partir le guide d'entretien.

6.3. L'ancrage local de COGB

L'ancrage local désigne un lien coopératif durable entre une entreprise et son territoire d'implantation. L'ancrage local la CO.GB labelle contribue en fait la cohésion sociale, la résilience face aux chocs socio-économiques, voire le maintien de filières et de savoir-faire locaux spécifiques et par Une dynamique de coopération, une vie citoyenne plus riche, plus maillée, plus vivante.

Cala explique leur importance ;

- à l'emploi local, redistribution de la création de valeurs, contribution à la préservation des ressources, participation des acteurs locaux ;
- mutation des ressources économiques, techniques, humaines et naturelles acteur ; spécificités culturelles, patrimoniales, géographiques, environnementales ;
- Recours prioritaire aux ressources locales : recrutements locaux ; achats locaux ; mobilisation citoyenne locale ;
- Action (biens/services/solutions) et utilité centrées sur le local : offre de biens/services de proximité, adaptée au territoire, à ses populations, à ses besoins, ses contraintes, favorisant son développement.

6.4. Les processus de gestion coopèrent à la création de différentes formes de valeur

a) La valeur sociale

Cherche à améliorer le bien-être des salariés et les consommateurs de leur production et surtout les conditions de travail et la satisfaction au travail. Elle génère également des avantages à la société dans son ensemble ; on parlera alors de rôle sociétal à la prise en compte de l'environnement.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

COGB LABELL en effet contribue à :

- La réduction de la pauvreté ;
- L'amélioration de l'équilibre macro-économique ;
- La distribution des revenus ;
- L'amélioration des conditions d'existence de population ;
- Elle participe même à l'amélioration des indicateurs de l'éducation, de la protection de l'environnement et à l'insertion professionnelle.

a) La valeur ajoutée

On peut mesurer la richesse créée par CO.GB LABELLE par leur mobilisation des moyens techniques de production, des ressources naturelles et de la compétence humaine. (Frais de transport, d'énergie, d'assurance, de loyer, d'honoraires de publicité, TVA, etc.). En effet, CO.GB LABELLE à partir de sa collecte et de leur reversement à l'État dont leurs opérations d'achat et de vente de biens et/ou de services marchands sont soumises à la TVA. Cela fait nous comprendre le poids de cette dernière dont la création de la valeur ajoutée au niveau local.

Tableau N°18 : La répartition de la valeur ajoutée CO.GB labelle

Partenaires de l'entreprise	Formes de la répartition
Le personnel	Salaires
L'État et les autres organisations publiques (Sécurité sociale, mairie)	Impôts et taxes, cotisations sociales
Les établissements financiers	Intérêts bancaires
Les associés	Dividendes convenus en assemblée des actionnaires
L'entreprise	Autofinancement

Source : établi par nous-mêmes à partir le guide d'entretien.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

6.5. Les propositions de CO.GB LABELLE qui favorisent le développement local à Bejaia

Le tableau suivant nous montre les propositions de CGGB LABELLE a fin d'avoir un développement local plus harmonieux.

Tableau N°19:Propositions prioritaires pour avoir le développement local

Classement	Propositions prioritaires à mener
1	Le renforcement de la décentralisation
2	Implication des acteurs locaux dans la prise de décision
3	la communication entre les acteurs locaux
4	Usage des TIC
5	Amélioration de la gestion publique
6	Favorisation des projets associatifs

Source : établi par nous-mêmes à partir le guide entretien.

A la base de guide d'entretien, CO.GB LA BELLE avait des propositions novatrices pour avoir un développement local et pour améliorer le mode de vie de la population à Bejaia et à long terme qui sont comme Suits :

- identifier et adopter un cadre de référence adapté aux réalités locales ;
- réserver une enveloppe spécialement le développement local et surtout la répartir d'une manier équitable ;
- associer tous les acteurs économiques et sociaux ;
- Procéder à la progression de l'offre foncière industrielle, de façon à rendre librement accessible aux investisseurs et cela ne sera possible, que grâce au développement de nouvelle zones industrielle et bien organiser les zones déjà en activités ainsi amener les opérateurs économique à se mobiliser autour de ces zones ;
- mettre en place d'une politique de l'investissement, source de richesse et génératrice d'emplois pour absorber le chômage ;
- Créée une stratégie d'aménagement de l'assiette foncières disponible et pour une utilisation logique du l'espace et le territoire.

Dans le tableau suivant nous montrerons par ordre les facteurs qui entravent l'installation des entreprises en proximité de COGB labelle.

Chapitre III : contribution de COGB LABELLE dans le développement local de La wilaya de Bejaia

Tableau N°20 : Les facteurs qui entravent l'installation des entreprises

	Les facteurs
1	Manque d'intérêt de la part des citoyens
2	Existence d'un fossé politique entre les collectivités et les citoyens
3	un manque de communication des collectivités locales
4	un manqué d'associations représentative
5	Obstacle juridique

Sources : établi par nous-mêmes à partir le guide d'entretien.

Selon le guide d'entretien les principales raisons de non installation des entreprises est le manque d'intérêt de la part des citoyens et cela revient à des projets de développement délaissé. Aussi, l'existence d'un fossé politique entre les collectivités et les citoyens.

Conclusion

D'un point de vue général, nous avons pu comprendre que la CO.GB labelle par sa contribution consiste à faire valoriser localement les ressources existantes et potentielles en vue de produire des biens et services capables de satisfaire les besoins du marché local et des marchés lointains (régional, national et international). Une satisfaction qui se fait par la mise en valeur des compétences des producteurs, des commerçants et les caractéristiques des produits travaillés ou fabriqués, diversifier les activités en cherchant la meilleure combinaison des compétences et potentialités des différents opérateurs permettant la réalisation de revenus conséquents élevés. Ces derniers permettent la programmation et la réalisation de nouveaux investissements économiques et sociaux créateurs d'emploi nouveaux et favoriser l'enrichissement des activités par une multiplication des échanges entre les unités de production en vue de rechercher une intégration économique capable de soutenir la création d'un tissu d'activités interactives.

Nous avons pu aussi constater comment COGB LABELLE incite à prendre en charge les besoins fondamentaux de la population, santé, formation, culture et la prise en charge des problèmes environnementaux à Bejaia.

Conclusion générale

Conclusion générale

Dans cette conclusion finale, et après avoir évoqué l'essentiel de notre problématique de recherche, nous reviendrons sur les primordiaux résultats de notre travail qui sont d'une manière générale explorant le dynamisme de secteur des industries agro-alimentaires sur le développement local. Dans ce travail nous sommes penchés sur l'étude du lien «**CO.GB LABELLE et développement local**».

La première conclusion à laquelle on a abouti est qu'il ne peut y avoir de développement local (investissement et création d'emplois) sans la mobilisation de certaines stratégies économiques, sans une certaine production quantitatives et qualitatives que ce soit lucratifs ou non lucratifs des biens pendant un temps donné.

Le développement local étant un processus destiné entre autres à l'amélioration du milieu de vie d'une communauté donnée, il importe de bien rejoindre, d'encadrer, développer et maximiser la participation des citoyens de communauté afin de garantir les chances de succès des projets collectifs. Cela nécessite de :

I. Rejoindre et mobiliser les forces du milieu qu'est, en principe, l'amélioration de l'environnement. Cette dernière implique la prise en charge par une communauté de son milieu de vie et elle constitue la dimension la plus importante d'une telle démarche. Elle repose essentiellement sur une dynamique humaine et son succès dépend principalement de facteurs intangibles comme l'initiative, l'autonomie, l'esprit d'entreprise ou la solidarité sociale, et ensuite de facteurs tangibles comme le nombre de projets et le nombre d'emplois.

II. Encadrer la démarche de prise en charge du développement local. Les citoyens sont au cœur de l'action et les acteurs de développement doivent identifier des mécanismes qui permettent la valorisation des citoyens et engendre un réel processus de prise en charge. Le développement local sous-entend l'implication de partenaires soucieux de travailler non pas pour le citoyen mais avec lui.

En référence au dicton populaire, les acteurs doivent montrer aux citoyens à pêcher et non pêcher à leur place ! Le citoyen a pour rôle d'agir et les acteurs du développement local doivent, de leur côté, encadrer les actions des citoyens. Cette démarche doit être souple et implique le droit à l'erreur pour les citoyens.

Conclusion générale

III. Développer l'esprit d'entreprise ; l'esprit d'entreprise se manifeste par une volonté constante de prendre des initiatives et de s'organiser compte tenu des ressources disponibles pour atteindre des résultats concrets. Ce concept se caractérise par plusieurs éléments: innovation, créativité, capacité de prendre des risques calculés, ténacité, persévérance, détermination, passion, enthousiasme, vision prospective, etc. La recommandation principale à cette étape est de doter les communautés d'un processus de développement de projets qui comprend entre autres l'identification des besoins, le choix des solutions et les étapes de réalisations.

A la lumière des résultats auxquels nous sommes parvenus .nous constatons que la contribution de l'entreprise CO.GB labelle a une importance primordiale dans le développement local au niveau de Bejaia, Au terme de cette contribution, il s'agit de faire une brève présentation des résultats de notre travail compte tenu des objectifs et des hypothèses posées tout au départ pour tirer des enseignements qui s'imposent.

On a aboutis à détecter que cette dernière contribue au développement local par plusieurs dimensions tels que : économique, social et environnementale. Cela en effet se base sur :

- la mobilisation de la population locale à opter pour différentes formations et qualifications afin de répondre aux exigences d'intégrations au sein de l'entreprise, étant donné qu'elle collabore avec les dispositifs d'aides à l'emploi ;

- améliorer quantitativement et qualitativement ses ressources humaines, en mobilisant les actions de formation dans les nouveaux métiers particulièrement ceux entrant dans le cadre du potentiel de l'entreprise ;

- L'aménagement du territoire qu'est un outil très important pour instaurer une organisation et une coordination entre les efforts à fournir pour réaliser l'objectif de développement ;

- agit localement auprès des plus démunis et contribuer à la réinsertion des publics les plus fragiles ;

- Participation active de l'entreprise CO.GB LABELLE à la vie associative du territoire, tout en permettant l'indépendance des associations ;

- Mise à disposition de la population de nouveaux produits et de nouveaux services.

Conclusion générale

D'après le guide d'entretien on constate que COGB LABELLE contribue à la création de l'emploi au niveau de Bejaia. En effet, le nombre d'emplois durant la période 2013-2018 est en progression et elle a pu créer environ 193 postes d'emplois. C'est ce qui nous amène à confirmer notre première hypothèse.

En sachant que les normes de **ISO14000** sont les suivantes : des normes qui aident les organisations à adopter une approche proactive de la gestion des questions environnementales ; des normes relatives au management environnemental, applicables dans tout type d'organisme public ou privé (entreprises, administrations, services publics) et des normes apportent pour le monde économique, les gouvernements et la société dans son ensemble une contribution positive au monde dans lequel nous vivons. Elles garantissent des aspects essentiels : qualité, écologie, sûreté, économie, fiabilité, compatibilité, interopérabilité, conformité, efficacité et efficience. Elles facilitent le commerce, favorisent le partage des connaissances et contribuent à la diffusion du progrès technologique et des bonnes pratiques de management.

En ajoutant aussi la méthode de **HACCP** c'est-à-dire (l'Analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise). Il s'agit d'une méthode servant à identifier, à évaluer et à contrôler les dangers qui menacent la salubrité des produits alimentaires. Reposant sur des bases scientifiques et cohérentes, le système HACCP permet d'évaluer les dangers et de mettre en place des systèmes de maîtrise axés davantage sur la prévention que sur l'analyse du produit fini. Cette méthode n'a pas pour seul avantage d'améliorer la sécurité des aliments : grâce aux moyens de documentation et de maîtrise qu'elle propose, elle permet aussi de démontrer une certaine compétence aux consommateurs et de satisfaire les exigences législatives des autorités.

A cet effet nous venons de confirmer notre seconde hypothèse que CO.GB LABELLE contribue à la préservation de l'environnement.

Tables des matières

Introduction générale	Erreur ! Signet non défini.
Chapitre I : Notions théoriques sur le développement local	5
Introduction	5
Section 01 : développement local : émergence et diverses conceptions	5
1.La Genèse de développement local	5
2.Approche conceptuel.....	7
2.1.L'approche économique du concept de développement local	7
2.2.L'approche géographique du concept de développement local	8
3.Développement local cadre-conceptuel	8
3.1.Le concept de territoire	8
3.2.La notion de développement	9
3.3.La notion de concept « local »	Erreur ! Signet non défini.
4. Définitions du concept développement local (DL)	Erreur ! Signet non défini.
5.Les principaux objectifs du développement local	Erreur ! Signet non défini.
6.Les conditions de développement local	Erreur ! Signet non défini.
6.1.La participation d'une communauté locale :	14
6.2.Le partenariat :	14
6.3.La création d'un environnement favorable à l'action :	14
7.Les outils du développement local	Erreur ! Signet non défini.
7.1.L'aménagement du territoire :	Erreur ! Signet non défini.
7.2.La politique de décentralisation :	Erreur ! Signet non défini.
7.3.La gouvernance locale :	Erreur ! Signet non défini.
7.4.la participation citoyenne :	15

7.5.Le financement :.....	15
8.Les acteurs du développement local	Erreur ! Signet non défini.
8.1.Les acteurs institutionnels	Erreur ! Signet non défini.
8.2.Les acteurs économiques.....	16
8.3. La communauté : un acteur vague.....	16
9.Les modes de développement local.....	Erreur ! Signet non défini.8
9.1.Le processus d'agglomération :.....	18
9.2.Le processus de spécialisation :	18
9.3 Le processus de spécification.....	19
Section02 : développement économique à l'échelle locale (DEL)	Erreur ! Signet non défini.
1.Stratégies du développement économique à l'échelle locale (SDE)	Erreur ! Signet non défini.
1.1.Environnement réglementaire local :	Erreur ! Signet non défini.
1.2.Fourniture de services aux entreprises :	Erreur ! Signet non défini.
2.Les approches de développement économique local	Erreur ! Signet non défini.
2.1.Approche participative de services d'appui aux entreprises Business Développement Services(BDS).....	Erreur ! Signet non défini.
2.2.Approche en réseau et partenariat (R&P)	Erreur ! Signet non défini.
3.Le programme LEADER (PL) :	Erreur ! Signet non défini.
4.La démarche du Budget participatif (BP):	24
5.La stratégie des bureaux du temps (SBT)	25
6.Evaluation participative des avantages comparatifs (PACA):	26
Conclusion.....	28
Chapitre II : Les industries agro-alimentaires en Algérie (IAA).....	29
Introduction	Erreur ! Signet non défini.

Section 1 : le secteur agro-alimentaire(SAA) : Définitions, historique **Erreur ! Signet non défini.**

1. Historique.....	Erreur ! Signet non défini.
2. Concepts relatifs au secteur agro-alimentaire	Erreur ! Signet non défini.
2.1 L'industrie agroalimentaire (IA)	Erreur ! Signet non défini.
2.2. Economie agro-alimentaire (EAA)	Erreur ! Signet non défini.
2.3. L'agro-industrie (AA).....	Erreur ! Signet non défini.
2.4 Le système agro-alimentaire(SAA).....	Erreur ! Signet non défini.
3. Filière agroalimentaire	34
3.1. Les acteurs de la filière agroalimentaire	35
3.2 Classification des filières agroalimentaires.....	36
3.2.1 Classification en fonction de la localisation géographique.....	36
3.2.2 Classification en fonction de la taille	37
3.2.3. Classification en fonction du mode d'organisation.....	37
3.2.4. Classification en fonction des types de produits	37

Section 2 : l'apport du secteur des industries agro-alimentaires dans l'économie nationale
.....37

1. Présentation du secteur des industries agro-alimentaire	38
1.1. L'industrie agroalimentaire .17.000 entreprises et 120.000 salariés en Algérie.....	38
1.2. Industrie agroalimentaire en Algérie .162 PME sur 5.000 sont exportatrices	39
2. Les Principales filières des IAA en Algérie	40
2.1. La filière céréalière.....	40
2.2. La filière des huiles et matières grasses	40
2.3. La filière lait et dérivés.....	40
2.4. La filière du sucre.....	41

3.Les industries agro-alimentaires dans le marché algérien.....	41
3.1.Les industries agro-alimentaires public et privées en Algérie	41
3.2.La part des IAA dans la valeur ajoutée (VA).....	43
3.3.Evolution Évolution du chiffre (CA) d'affaire par secteur des IAA.....	45
3.4.Evolution de l'emploi dans le secteur des IAA : 2010-2015	46
4.Importationst Exportations de produit agro-alimentaire en Algérie	47
4.1.Les importations (M) dans le secteur agroalimentaire en Algérie	47
4.2.Les Exportations (X)	51
5.Les Caractéristiques et Contraintes de l'industrie agro- alimentaire	54
5.1.Les Caractéristiques	54
5.2.Les Contraintes.....	54
Conclusion.....	55

Chapitre III : contribution de COGBLABELLE sur le développement local de La wilaya de Bejaia 56

Introduction :	56
Section 01 : Présentation de l'entreprise d'accueil CO. GB-la belle	57
1.Historique et présentation de CO. GB-la belle.....	57
2.La structure hiérarchique de CO.GB labelle	58
3.Le processus de production et l'activité de l'entrepris.....	59
3.1.Raffinage des huiles alimentaires.....	59
3.2.L'unité de conditionnement des huiles (huilerie).....	59
3.3.Margarinerie	59
4. Mission et objectif de l'entreprise	60
5.Structure organisationnelle de l'entreprise CO.G.B. Labelle.....	61
6. Organigramme de la CO-GB. Labelle.....	64

Section02 : l'effet de CO.GB LABELLE dans le développement local de Bejaia.....	64
1.CO.GB LABELLE dans la création d'emploi et la réduction de chômage	65
1.1.L'entreprise tellement elle a besoin de qualification, elle incite la population à opter pour une profession précise ou suivre une formation déterminée :.....	65
1.2 CO.GB LABELLE comme élément primordial dans la création d'emploi	65
1.3.La participation de COGB LABELLE à des actions ou projets destinés à développer l'emploi et les compétences	67
2.L'impact CO.GB LABELLE sur le territoire.....	67
2.1.Contribution COGB LA BELLE à l'aménagement de son territoire.....	67
2.2.L'impact des décisions d'investissements de COGB LABELLE sur le territoire de Bejaia.....	67
3.COGB LABELLE et son environnement.....	68
3.1. La compatibilité de processus de production avec la préservation de l'environnement.....	68
4. l'approvisionnement de matières premières COGB LABELLE.....	68
4.1.Matières premières et produits intermédiaires	68
4.2.Principaux marchés de CO.GB LABELLE.....	69
5.CO.GB labelle dans le social.....	70
5.1.La contribution à des activités de la charité, d'aides, des dons.....	70
5.2.La favorisation des démunis, des pauvres, orphelins pour des postes d'emplois au sein de COGB LABELLE	70
6.Apport de CO.GB-labelle au niveau de la localité de Bejaia.....	71
6.1. Evaluation de chiffre d'affaire	71
6.2. Innovation et nouveaux produits.....	71
6.3.L'ancrage local de COGB.....	72
6.4. Les processus de gestion coopèrent à la création de différentes formes de valeur	72

6.5. Les propositions de CO.GB LABELLE qui favorisent le développement local a Bejaia.....	72
6.6. Les entreprises qui viennent d'installer en proximité avec l'entreprise COGB labelle.....	74
Conclusion.....	75
Conclusion générale.....	76

Bibliographie

Ouvrages et articles:

- AYADALTO Philippe, *Economie régionale et urbaine*, Annales de géographie, vol 96, n°536, 1987, pp.494-496.
- AIT ZIANE Kamel et AIT ZIANE Houria, « Territoire et entrepreneur innovateurs : cas de l'Algérie, In colloque International sur « Création d'entreprises et territoires », Tamanrasset, 2006.
- VALERIE Angeon et CALLOIS Jean Marc « Fondements du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité, p19.
- KHELLADI Mokhtar, « le développement local : une réponse à plusieurs problèmes », contribution au colloque international « développement local et gouvernance des territoires », du 3 au 5 Novembre 2008, Jijel Algérie, 2008, p.1.
- FERGUENE Ameziane, « ensemble localisés de PME et dynamique territoriales : SPL et développement « par les bas » dans les pays du sud », colloque international sur « gouvernance local et développement territorial : le cas des pays méditerranéens », Constantine, les 26 et 27 avril 2003, Algérie, p.3.
- DENIEUIL Pierre-Noel, « introduction aux théories et à quelques pratiques du développement local et territorial : analyse et synthèses bibliographique en écho au séminaire de Tanger « 25 et 27 novembre 1999 », document de travail N° 70, Bureau international de travail, Genève.
- GIACOMO Becattini, « *Le district marshallien : une notion socio-économique*, » in Georges Benko et Alain Lipietz Alain, *Les régions qui gagnent*, PUF, 1992, pp. 37 -39
- WORMS, la démocratisation et la territorialisation de la fonction entrepreneuriale, in revue correspondance multiple, N°276, Mars 198
- KHELLADI Mokhtar « le développement local : une réponse à plusieurs problèmes », contribution au colloque international « développement local et gouvernance des territoires », du 3 au 5 Novembre 2008, Jijel Algérie, 2008, p1.
- WORMS, la démocratisation et la territorialisation de la fonction entrepreneuriale, in revue correspondance multiple, N°276, Mars 198
- CLAUDE Dupuy et AntjeBurmeister « entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité », la documentation française, 2003, P9.
- GUY Di Méo « Que voulons-nous dire quand nous parlons de l'espace ? », ED Belin, Paris, 2000, pp37-48

Bibliographie

- FREDERIC Debuyst, Acteurs, stratégies et logiques d'action in : Debuyst Frederic, Defourny Pierre & Gerard Hubert. (eds), Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables, Louvain la neuve, Belgique, Académia Bruylait, 2001.
- DUBECHOT Patrice et Marie Rolland, (DC 4 Implication dans les dynamiques partenariales institutionnelles ou interinstitutionnelles, Editions Vuibert, 2008, p409.
- BOUKELLA Mourad Les industries agro-alimentaires en Algérie : politiques, structures et performances depuis l'indépendance. Montpellier : CIHEAM, 1996. p1 -67 (Cahiers Options Méditerranéennes; p19.
- MEHADI Salem Université 20 août 1955 de SKIKDA Membre d'un projet de recherche à l'université A.MIRA de BEJAIA ; Impact de la volatilité des prix internationaux de produits agricoles sur les industries agroalimentaires en Algérie
- Louis Malassis-Gérard Ghersi Initiation à l'économie agro-alimentaire Ouvrage collectif coordinateurs. juin 1992 p 11.
- Mohamed Bacha, directeur général de l'intelligence économique et de la prospective au ministère de l'Industrie et de promotion des investissements, disponible sur : https://www.reflexiondz.net/INDUSTRIE-AGROALIMENTAIRE-17-000-entreprises-et-120-000-salaries-en-Algerie_a5015.html, consulté le : 02/05/2019.
- SAMSON Ivan, Territoire et système économique, Communication aux 4èmes journées de la proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 Juin 2004.
- CLAUDE Dupuy et Antje Burmeister « entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité », la documentation française, 2003, P9.
- BOURDIN Alain, 2000, La question locale, Coll. La politique éclatée, PUF, Paris, pp. 76-80.
- GREFFE Xavier, « territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation » dans AMGHAR M (2009), « Essai d'analyse de la contribution de la dynamique entrepreneuriale au développement du territoire : cas de Bordj Bou Arreridj » Mémoire de magistère en sciences de gestion université de Bejaia.
- BERNARD Vachon « Le développement local ; théorie et pratique, Gaétan Morin, Québec », 1993, p331
- CREFFE Xavier, « Territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation », édition, ECONOMICA, Paris, 1984, P 146
- PECQUEUR Bernard., « le développement local : mode ou modèle », Paris, Ed. Syros Alternative, 1991.

Bibliographie

- BRUNET Bernard, jacqueline Mangin dans le guide de. Développement local, Harmattan, Paris, 1999, P 02.
- GERARD Logié, L'intercommunalité au service du projet de territoire, La découverte et Syros, 2000, p286.
- JORG Meier-Stamer, L'hexagone du développement économique local (DEL), Duisburg, Allemagne, hexagone- del.doc,
- BENCHARIF, Abdelhamid et al. .- La filière blé en Algérie : Le blé, la semoule et le pain. Paris :Khartala, 1996. p.229

Sitographie :

- <https://tel.archives-ouvertes.fr> , Consulter le : 23 05 2019.
- Les industries AA et développement économique .[http:// www.fao.org/document /fr/detail/22157/](http://www.fao.org/document/fr/detail/22157/), consulté le: 25/05/2019.
- Article BRIKA Said approche participative et développement local <https://www.researchgate.net/publication/321085649>, consulter le : 14.05.2019.
- <https://www.researchgate.net> , consulté le :16/04/2019.
- <https://www.etudier.com/dissertations/Secteur-Agroalimentaire/109652.html>, consulté le :16/05/2019.
- Les industries AA et développement économique .[http://www.fao.org/document /fr/detail/22157/](http://www.fao.org/document/fr/detail/22157/), consulté le:29/04/2019.
- <https://www.etudier.com/dissertations/Secteur-Agroalimentaire/109652.html> ,consulté le:20/03/2019.s
- Les industries AA et développement économique .[http:// www.fao.org/document /fr/detail/22157/](http://www.fao.org/document/fr/detail/22157/), consulté le: 30/03/2019.
- <http://www.fao.org/3/i1936f/i1936f01.pdf>,consulté le :22/04/2019.
- Agroligne N° 97 - Novembre / Décembre 2015. Le marché des industries agroalimentaire en Algérie réalisée par UBIFRANCE bureau d'Alger, consulté le :18/04/2019.
- https://www.agroligne.com/IMG/pdf/agroligne_web_97.pdf,consulté le :13/06/2019.
- www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Pubb.pdf, consulté le 17/05/2019.

Rapport et faits-divers :

Bibliographie

- ONS 2016.
- FAO-2010
- DOUANES ALGERIENNES, 2016

• Nous citerons les travaux de nombreux auteurs dont Nurkse, Lewis, Amin, Frank, Furtado, Prebish, Rostow, Perroux.

MEMOIRE ET THESE

• AIROUCHE, Sabrina et BOUZIDI, Souheyla. Analyse du secteur agro-alimentaire et son impact sur la croissance économique, Mémoire d'un master, Université Abderrahmane. Mira, Bejaia, 2015.

• HADJI. Hassiba, Analyse économétrique de la consommation des produits agroalimentaires : Cas des ménages de la ville de Bejaia, Mémoire de magister, Université Abderrahmane. Mira. Bejaia, P.28

• HOUARI Nissa. La gouvernance locale dans la commune de Bejaia, Mémoire de Master, université Abdrrahmane Mira, Bejaia, 2017, p.32.

• AGAB Akli décentralisation et développement local en algerie : cas de la wilaya de Bejaia. Mémoire Magister En sciences économiques février 2015 p.16

Questionnaire

Dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de master en économie de développement, université de Bejaia, à la faculté des science économiques, science commerciales et science de gestion, université de Bejaia sur la problématique l'apport de la société COGB LABELLE dans le développement local de la wilaya de Bejaia , nous vous prions de bien vouloir consacrer un peu de temps pour répondre à ce questionnaire. Mettez une croix dans la case appropriée et remplissez les espaces ci-joints.

Nous vous remercions infiniment pour votre aimable collaboration

Q1. L'entreprise tellement elle a besoin de qualification, elle incite la population à opter pour une profession précise ou suivre une formation déterminée.

Est-ce que c'est le cas de COGB ?

Oui

Non

Si c'est oui comment ?

.....
.....
.....
.....

Q2. Est-ce que COGB contribue-t-elle à des activités de la charité, d'aides, des dons

Oui

Non

Si c'est oui lesquels ?

.....
.....
.....
.....

Si c'est non pourquoi?

.....
.....

.....
.....

Q3. Les processus de gestion concourent à la création de différentes formes de valeur : valeur fondée sur le revenu (approche en termes de flux), valeur fondée sur un patrimoine (approche en termes de stocks), valeur perçue, valeur sociale.

Comment l'entreprise de COGB contribue-t-elle à la création de différentes formes de valeur ?

➤ Valeur social

.....
.....
.....
.....

➤ Valeur ajoutée

.....
.....
.....

➤ Valeur du patrimoine

.....
.....
.....

➤ Valeur perçue

.....
.....
.....

Q4. Est-ce qu'elle favorise des démunis, des pauvres, orphelins pour des postes au sein de COGB ?

Oui

Non

Si c'est oui énumérez-les par cas ?

- Pauvre s
- Démunis
- Orphelins
-

- Handicapés

Si c'est Non ! C'est parce que

- Plus personne ne postule à vos offre d'emploi
- Plus personne ne répond a vos condition de recrutement

Q5.Est ce que COGB met à disposition de la population de nouveaux produits et de nouveaux services ?

Oui

Non

Si c'est oui quels sont ces produits et services disposés ?

.....

Q6.cet ancrage local de COGB contribue à ?

- La durabilité et le caractère non-délocalisable des activités et des emplois ;
- La cohésion sociale, la résilience face aux chocs socio-économiques, voire le maintien de filières et de savoir-faire locaux spécifiques ;
- Une dynamique de coopération, une vie citoyenne plus riche, plus maillée, plus vivante.

Q7.est ce que COGB participe a l'aménagement de son territoire ?

Oui

Non

Si c'est oui, comment participe-t-elle ?

.....

Q8. Quel est l'impact des décisions d'investissements de COGB sur le territoire de Bejaia ?

.....
.....
.....
.....

Q9. La responsabilité sociale de l'entreprise a fait irruption dans la vie économique, politique et sociale ;

Quels sont les principaux outils de communication développés par COGB a fin de s'adapter à cette problématique ?

.....
.....
.....
.....

Q10. l'approvisionnement de vos matières premières est d'origine

- Local
- National
- Etrangère

Q11. Quels sont les principaux marchés de votre entreprise

- Le marché local
- Le marché régional
- Le marché national
- Le marché international

Q12. Est ce que votre produit se vont facilement sur le marche locale ?

Oui

Non

Q13. Avez-vous déjà participé à des salons et à des foires internationales?

Oui

Non

Si oui dans quel pays

- 1
- 2
- 3.....
- 4

Q14. Pouvez-vous énoncer quelques entreprises qui viennent d'installer en proximité avec votre entreprise COGB ?

- 1
- 2
- 3.....
- 4
- 5

Q15. Avez-vous des propositions qui favorisent le développement local ?

Oui

Non

Si c'est oui pouvez-vous évoquer ces propositions ?

- 1
- 2
- 3.....
- 4
- 5

Q16. votre processus de production est-il compatible avec la préservation de l'environnement ?

Oui

Non

Si c'est oui quelles type de rapport ?

.....

.....

.....

.....

.....

Q17. Est-ce que COGB participe à des actions ou projets destinés à développer l'emploi et les compétences. ?

Oui

Non

Si c'est oui lesquelles ?

- 1
- 2
- 3.....
- 4
- 5

Q18. Quelle est la part de toutes les taxes confondues prélevées par l'Etat à l'entreprise de COGB.

.....
.....
.....
.....
.....

Q19. Actuellement, COGB est-elle considérée comme élément primordial dans le processus du développement local de la wilaya de Bejaia ?

Oui

Non

Si c'est oui, à savoir :

- ✓ Le chiffre d'affaire actuel
 - 10000000DA - 20000000DA
 - 20000000DA – 30000000DA
 - 30000000DA – 40000000DA
 - Plus de 40000000DA

✓ Leur participation à la lutte contre le chômage

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de lariés						

Q20. Avez-vous procédé à l'innovation de votre entreprise ?

Oui

Non

Si oui, comment avez-vous procédé à l'innovation ?

- Fabrication d'un nouveau produit
- Introduction de nouvelle méthode e production
- Conquête de nouveaux marchés
- Conquête de nouvelles sources de matières première

Résumé

On constate que le rôle moteur de l'entreprise COGB LABELLE est de plus en plus reconnu. Elle a attirée l'attention par leur processus de développement économique et sociale dans la wilaya de Bejaia. La COGB LABELLE est actuellement un acteur de développement local, elle permet de rendre le territoire attractif et compétitif à travers la valorisation et l'exploitation des différentes ressources dont dispose le territoire de son implantation. Elle constitue également un moyen de régénération de l'emploi. On constate aussi qu'elle est dépendante en grande partie des approvisionnements extérieurs en matières premières agricoles, parce que l'agriculture locale ne produit pas les quantités suffisantes dont elle a besoin.

Abstract

It is noted that the driving role of the company COGB LABELLE is more and more recognized. It has attracted the intention by their process of economic and social development in the wilaya of Bejaia. The COGB LABELLE is currently a local development player, it makes the territory attractive and competitive through the development and exploitation of the various resources available to the territory of its location. It is also a means of regenerating employment. It also shows that it is largely dependent on external supplies of agricultural raw materials, because local agriculture does not produce the sufficient quantities it needs.

Mots clé

Développement local, aménagement du territoire, emploi, environnement.